



Perspectives

∞ La revue trimestrielle de la Dissidence Française — n°6 — Septembre 2011 ∞

Éditorial

Vers un Axe Contre-Mondialiste

On se souviendra de l'Été 2011 comme d'une période historique. Le Système financier et mondialiste, que certains appellent très justement *l'Empire*, a franchi un cap dans son entreprise de domination et d'asservissement des Peuples.

L'irruption d'une nouvelle crise financière, en réalité parfaitement prévisible (sinon provoquée), les agressions militaires à l'encontre des nations libyenne et syrienne, la mise en place d'une « règle d'or » Française puis Européenne, sont autant d'évènements qui ne sont pas isolés les uns des autres, mais qui s'inscrivent dans un processus d'hégémonie globale, financière et militaire.

L'Histoire s'accélère. Nous vivons un moment charnière dont il faut avoir

conscience, puisqu'il pourrait bien s'agir de l'étape finale de ce processus d'asservissement des Peuples, par la Dette ou par la Guerre.

Ce *Nouvel Ordre Mondial*, qui n'est rien de moins que l'avènement d'une nouvelle féodalité, où les banquiers remplacent les seigneuries, semble s'accomplir sans rencontrer de véritable résistance.

Mais la partie n'est pas perdue. Face à la puissance mondialiste et financière, les patriotes du monde entier doivent œuvrer à l'édification d'un Axe Contre-Mondialiste fondé sur la solidarité des Peuples contre des élites aussi cyniques qu'apatrides. Et c'est en France que nous devons en poser les jalons, en travaillant au rassemblement et à la mise en réseau des résistances individuelles et collectives, en dénonçant le scandale de la Dette, celui de la guerre en Libye et de la propagande journalistique qui l'a accompagnée, en réalisant un travail pédagogique d'éducation populaire.

Et s'il est fondamental de comprendre l'Empire, et les divers aspects de sa domination, il est tout aussi important de lui opposer une résistance concrète et efficace.

C'est là l'une des raisons d'être de notre organisation, qui concrétise localement notre volonté d'insoumission.

Face au Système, nous n'avons en réalité aucune autre façon de résister que d'entrer en dissidence, et de lui ôter, de façons méthodique et systématique, tous les moyens dont il dispose pour nous dominer. Que ce soit le plan moral, par le refus de cautionner cette domination abjecte, que sur le plan de l'efficacité tactique, la dissidence économique et politique s'avère être la seule façon de réaliser son insoumission, et de donner du sens à sa résistance.

Vincent Vauclin

Sommaire de ce numéro

L'Appel du 20 Juillet : Pour une Dissidence Française	3
Projet Spartacus : de l'insoumission locale à la libération nationale	4 – 6
La Dissidence envahit les portes-monnaies	6
« Entretien avec Vincent Vauclin » par E&R Provence	7 – 11
Equidemos rejoint la Dissidence	11
« La Victime » par Joe Lecorbeau	12
Instituer la règle d'or : Abattre l'arbre des possibles	14
Comment les hommes d'Al-Qaida sont arrivés au pouvoir en Libye	15 – 17
Tribune libre « Un candidat "Blanc" aux Présidentielles »	18
Le leurre FN	19
Appauvrir pour mieux asservir	20 – 25
Le malthusianisme moderne, corollaire naturel du capitalisme	26
Le 15 Septembre, on fait sauter la Banque !	27 – 28
Les chiffres ne mentent pas	28
La Guerre de Libye ou l'effondrement moral de l'Occident	29 – 35
Lancement de DISSIDENCE-TV	35
La sélection culturelle	35
Week-End militant du 23/24 Juillet	36
Nouvelle affiche « Ils vous mentent »	37
La nouvelle Coordination Nationale de la Dissidence	37
La Déclaration Universelle des Droits de l'Animal	38

L'Appel du 20 Juillet : Pour une Dissidence Française

La ruine de la nation Française, et son déclin évident, n'est pas le fruit d'un hasard, ou d'une quelconque malédiction. Les divisions de son Peuple, la malhonnêteté de sa classe politique et les manœuvres d'une véritable oligarchie participent à cet effondrement historique que nous peinons pour le moment à cerner en totalité.

Partout la frénésie de l'idéologie du chaos s'abat, et partout nous en constatons les conséquences. Nous voyons combien notre économie, et l'ensemble des structures sociales qu'elle sous-tend, s'abîme dans une logique importée : celle de la concurrence de tous contre tous, celle du productivisme, celle de l'exploitation sans limite, celle de la dictature de la dette. Nous constatons combien notre patrimoine culturel, moral et éthique, s'érode sous les assauts répétés de nouveaux principes véhiculés par l'idéologie dominante, ceux de l'individualisme et de la superficialité, ceux d'une anomie qui désagrège les piliers fondamentaux de notre société. Nous percevons la profonde dérive qui a perverti la République, vidant de sa substance une démocratie qui se résume désormais à une triste caricature qui ne trompe plus personne. Nous subissons l'intégration forcée dans une Union Européenne que nous avons rejeté, et dont la nature va à l'encontre de notre identité, bafouant une souveraineté pour laquelle nous avons combattu durant des siècles. Nous réalisons le degré gigantesque des bouleversements écologiques qui émanent d'un système fondamentalement destructeur, et dont la caractéristique première est d'aller à l'encontre de la Vie, sous toutes les formes qu'elle revêt, de la détruire dans une célébration quotidienne de la mort, de l'inanimé.

Comprenons bien que le monde d'aujourd'hui ne laisse aux consciences dignes qu'une possibilité, celle de l'insoumission. Notre honneur, aujourd'hui, s'appelle dissidence. Nous savons que nous n'avons rien à attendre des élections à venir : le Peuple les a déjà perdu. Nous savons que face aux trahisons conjointes des organisations partisans ou syndicales, la France ne peut compter que sur

le soulèvement populaire pour renverser le cours de l'Histoire. Notre nation nous appelle, face à la dictature hédoniste et insupportable du capitalisme, qui résume l'humain à un consommateur fanatique, et qui a entrepris de saccager cet édifice de symboles, et de signes, qu'était l'Homme civilisé.

J'adresse aujourd'hui un appel solennel aux Français de toutes tendances, de toutes confessions, et de toutes origines. Je m'adresse à chacun d'entre vous, héritiers de la France combattante et révolutionnaire, populaire et laborieuse. Levons-nous. Sortons des logiques qui nous ont été imposées. Débarrassons-nous des intermédiaires, qu'ils soient politiques ou économique. Reprenons l'initiative.

J'appelle à la dissidence de chacun, à la résistance individuelle et collective face à la tyrannie du monde marchand et de l'idéologie de la décadence. Soutenons des initiatives économique locales et alternatives, désertons les bureaux de vote, clôturons nos comptes bancaires, lançons une assemblée constituante. Désobéissons. Organisons notre résistance. Coordonnons nos efforts.

L'oligarchie anachronique qui s'est accaparé l'ensemble des leviers du pouvoir devra dorénavant faire face à une dissidence insaisissable et multiforme. De façon méthodique et systématique, nous combattons ce pouvoir sous toutes ses facettes. Notre stratégie est aussi imparable que redoutable. Cesser de cautionner le Système, c'est le condamner.

Nous refusons la mascarade électorale, et la corruption de nos consciences. L'oligarchie s'est lancée dans une guerre contre notre Peuple. Aujourd'hui, nous organisons notre riposte.

Vincent Vauclin, Dissident Français

Le 20 Juillet 2011

www.appeldu20juillet.org

Projet Spartacus : de l'insoumission locale à la libération nationale

PROJET SPARTACUS

INSOUMISSION LOCALE & LIBERATION NATIONALE

Face au Système, il y a ceux qui votent, et pensent que « cette fois c'est la bonne », omettant au passage que l'oligarchie contrôle les partis, leurs financements, les médias, le Ministère de l'Intérieur (qui « organise » les élections).

Face au Système, il y a aussi ceux qui manifestent, et suivent les mots d'ordre des centrales syndicales, omettant que ces mêmes syndicats sont financés par l'Etat ou noyautés par l'oligarchie, et n'organisent finalement que « la canalisation de la colère » pour faire avaler les « réformes » néo-libérales.

Face au Système, maintenant, il y a une dissidence qui s'organise. S'organiser, cela veut dire analyser le Système objectivement dans ses mécanismes de domination, et préparer une riposte aussi méthodique que systématique.

C'est aussi refuser le jeu des partis ou des idéologies, et chercher le rassemblement pour un seul objectif : en finir.

Aujourd'hui, nous franchissons un cap décisif, et lançons le « Projet Spartacus – de l'insoumission locale à la libération nationale ». Ce projet, c'est un plan d'attaque imparable qui mettra à genoux le Système. Nous allons tout simplement cesser de le cautionner, et lui ôter progressivement l'ensemble des outils par lesquels il asservit le Peuple de France.

Nous allons mettre en place, avec votre aide et votre soutien, une multitude de dissidences locales, tant sur le plan économique que sur le plan politique, en organisant la puissance populaire, en fondant de nouvelles institutions. Cette insoumission locale sera le prélude qui nourrira un élan de libération nationale et qui verra, par le rassemblement des dissidents Français, la chute de l'oligarchie.

Nous n'en sommes plus loin. Abattons nos cartes.

• Spartacus

Spartacus était un esclave thrace, gladiateur, qui pris l'initiative de briser ses chaînes et de combattre ceux qui le privèrent de sa liberté. En – 73, avec plusieurs dizaines d'autres esclaves, il entreprit d'organiser une rébellion contre le pouvoir romain, et fut rapidement rejoint par des milliers d'esclaves et de paysans qui vinrent grossir les rangs de son armée. Durant 2 ans il organisa une résistance inédite, d'une ampleur considérable. Malgré de nombreuses victoires il ne parvint pas à vaincre la puissance romaine, mais entra dans l'Histoire comme l'un des premiers révolutionnaires.

Son héritage, c'est une leçon :

la liberté ne se négocie pas, elle se prend.

• Le Projet

Le Projet Spartacus est une stratégie de résistance, initié par la Dissidence, et visant à concrétiser une rupture complète avec le Système, par la mise en place d'institutions politico-économiques parallèles.

La propagation de cette dissidence politique et économique portera un coup fatal au Système, en lui ôtant toute légitimité et en le dépossédant progressivement de ses moyens de domination.

Le Projet Spartacus se réalise à travers les initiatives d'une multitude de dissidences locales (les Brigades de la Dissidence), réunissant des Volontaires de tous horizons pour mettre en place, dans les communes de France, des institutions solidaires au service de l'émancipation populaire.

Le Projet Spartacus concrétise donc une nouvelle forme de désobéissance : légale et utile, efficace et organisée. Ainsi, et pour la première fois, nous pouvons soutenir un processus de libération nationale par l'émancipation locale.

- **Concrètement**

Concrètement le Projet Spartacus s'appuie sur les unités de terrain de notre organisation : les Brigades de la Dissidence. Chaque Brigade aura pour objectif de réunir des Volontaires afin de fonder, dans la commune concernée, un CIVIS.

Qu'est-ce qu'un CIVIS ?

Un CIVIS est un Comité d'Initiative pour une Ville Solidaire. Ce Comité sera alors le cadre indépendant au sein duquel se mettra en place :

- une dissidence économique fonctionnant sur le principe d'un Système d'Échange Local
- une dissidence politique fonctionnant sur le principe de la démocratie citoyenne directe

- **La Dissidence Économique**

La première des dominations que nous subissons est une domination économique et financière.

Face à cela, il s'agit d'articuler une résistance économique efficace et locale. Le meilleur moyen est de s'affranchir des intermédiaires (ex : la banque), et d'aller directement du producteur au consommateur.

Le Projet Spartacus promeut la réalisation d'une dissidence économique au sein des CIVIS. Ainsi, les Volontaires sont amenés à mettre en place dans leur commune un Système d'Échange Local.

Comment fonctionne un Système d'Échange Local ?

Le Système d'Échange Local est une structure qui permet à ses membres d'échanger des biens et des services en se passant de la monnaie classique. La seule valeur prise en compte sera le temps passé à la réalisation du bien ou du service (en heures ou en minutes).

Exemple : Un boulanger passe 15 minutes à réaliser une brioche. Il l'offre à un plombier qui passera en échange 15 minutes à réparer l'évier du boulanger.

Le principe du Système d'Échange Local est simple et peut être résumé ainsi :

« 1h de service = 1h d'un coup de main = 1 h de prêt de matériel »

Le fonctionnement du Système d'Échange Local demande trois conditions indispensables :

- informer les autres de ce que vous recherchez
- informer les autres de ce que vous offrez
- disposer d'un espace pour rendre publiques ces informations et contacter les autres

Afin de permettre la mise en place de ces institutions économiques locales, la Dissidence met à disposition de tous un forum internet sans publicité et à l'inscription libre :

www.forum-convergences.com

- **La Dissidence Politique**

En France, la démocratie n'existe plus. La République est désormais neutralisée par une oligarchie qui s'accaparent les richesses de notre nation et divise notre peuple dans de faux débats, et de vaines polémiques, éludant les grands enjeux.

Le Projet Spartacus vise à concrétiser une rupture avec ce système de domination en cessant de le cautionner. La mise en place d'institutions politiques parallèles au niveau local permet de soutenir un effort de dissidence inédit, à l'efficacité redoutable.

A l'échelle des communes, les Brigades de la Dissidence vont rassembler des Volontaires au sein des CIVIS. Outre leur dimension économique, les CIVIS visent incarner de nouvelles institutions politiques dont le fonctionnement repose sur 3 piliers :

- elles sont démocratiques
- elles sont locales
- elles s'inscrivent dans une stratégie de résistance

Plus clairement, chaque CIVIS est dirigé par un Délégué, tiré au sort parmi les membres Volontaires pour un mandat de 6 mois. Les décisions ne sont validées qu'après un vote interne.

Le périmètre d'action du CIVIS est limité à la commune, au sein de laquelle le CIVIS s'attachera fédérer les forces politiques, syndicales et associatives locales. L'objectif est de lier entre elles les différentes

forces citoyennes pour les inscrire dans une démarche d'unité, de coordination et de complémentarité.

Dès que possible, le Délégué du CIVIS contactera le Maire de la commune concernée, et lui proposera solennellement d'entrer en rupture avec l'État.

Sa proposition : faire de sa commune une « Ville Dissidente ». Concrètement, il s'agira d'organiser au niveau de la commune une « Votation Citoyenne pour une insoumission locale » qui, si elle aboutit positivement, entrainera la dissidence politique et économique de la commune concernée.

Cette « Ville Dissidente » sera alors politiquement et économiquement soutenue dans cette démarche par le CIVIS local.

- **De l'insoumission locale à la libération nationale**

Le Projet Spartacus est une stratégie de Résistance imparable, multipliant les dissidences économiques et politiques au niveau local.

Pour la première fois, nous disposons d'un plan d'action à la fois efficace et finalement assez simple. Au lieu de critiquer simplement le Système, nous allons tout simplement cesser de le cautionner, en mettant en place de nouvelles institutions indépendantes, légitimes et démocratiques.

Cette insoumission locale ouvrira la voie à la mise en œuvre d'une politique de libération nationale, unissant les différentes forces de résistances Françaises dans un effort commun pour relever la France et la débarrasser d'une oligarchie prédatrice et anachronique.

Participez au Projet Spartacus

www.la-dissidence.fr

La Dissidence envahit les portes-monnaies !



« Entretien avec Vincent Vauclin » par E&R Provence

Comment êtes-vous arrivé à cette critique radicale du système et au développement du mouvement "La Dissidence" ?

Je suis issu de la gauche radicale, et du marxisme en particulier. Mon cheminement est assez singulier et m'a amené à remettre en cause l'internationalisme et le mondialisme prônés par cette frange du paysage politique. En France, la gauche radicale déteste le mot « nation », et a opéré, en quelques décennies, un virage idéologique qui l'a coupé du peuple : au lieu de lutter contre l'exploitation et pour la souveraineté populaire, elle s'est passionnée pour des sujets secondaires qui n'intéressent que les bobos parisiens, par exemple la critique du « machisme », la promotion d'une idéologie libertaire, la défense des minorités sexuelles, bref tout ce qu'il faut pour rompre avec la France ouvrière et laborieuse.

Le capitalisme est un système socio-économique qui a évolué depuis plusieurs années, et entre dans sa phase terminale, où la destruction des identités nationales et individuelles passe à la vitesse supérieure. Résister à ce système de domination, c'est d'abord comprendre son fonctionnement et ses mécanismes. C'est comprendre que le système rencontre deux obstacles naturels : la morale et la nation. Et curieusement, ce sont ces deux obstacles naturels qui sont la cible des anticapitalistes officiels... Je considère pour ma part que la nation est un concept authentiquement révolutionnaire, et que si le sentiment d'appartenance à une classe n'est que marginal et épisodique, celui d'appartenance nationale est général et historique. La révolution ne se fera pas avec des prolétaires mais avec des Français. Ce qui compte ce n'est pas la catégorie économique à laquelle on appartient, mais l'identité culturelle et charnelle qu'est l'identité nationale, et qui est la seule capable de nous rassembler pour faire faire

bloc face au capitalisme et à l'américanisation.

Pourquoi avoir mis tant de propositions dans le manifeste qui risquent d'être autant de lignes de fractures et de divisions sur des sujets qui peuvent paraître secondaires ?

Le Manifeste de la Dissidence Française comporte 50 Propositions, et a été corédigé collectivement suite à un appel à toutes les bonnes volontés. Il présente l'avantage de fixer noir sur blanc un ensemble complet de propositions qui, mises en pratique, permettraient de dépasser le capitalisme et de libérer la France de la finance, des institutions mondialistes et de l'idéologie qui nous est imposée depuis des décennies. L'idée de départ était donc de compiler et de synthétiser ces idées en un tout cohérent, sachant que chacune des Propositions est interdépendante : c'est un système alternatif qui est proposé, il n'était pas question de se concentrer uniquement sur les aspects économiques, par exemple, en omettant les questions internationales ou sociétales. Tout est lié !

Serait-il opportun de retravailler ce manifeste de manière ouverte et démocratique ?

Bien entendu. Ce Manifeste n'est pas inscrit dans le marbre, il représente une ligne générale, une base de réflexion. Nous ne cherchons à faire un catalogue d'abstractions : notre démarche est empirique, partant d'un constat pour aller vers un ensemble de propositions destinées à relever notre pays. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le Manifeste vise à être mis en pratique, c'est un programme, c'est une alternative. Il est donc fondamental qu'il soit discuté démocratiquement. Chacune des 50 Propositions est actuellement soumise au vote et débattue sur notre Forum Internet « Convergences », où chacun est libre d'exprimer ses positions, dans une optique

constructive. Étienne Chouard nous a notamment fait l'honneur d'apporter ses contributions, et j'espère qu'un nombre important de dissidents Français feront de même, pour enrichir ce projet politique déjà si particulier.

Quels sont pour vous les éléments essentiels qui fondent l'unité de la dissidence ?

La Dissidence rassemble des Volontaires qui, généralement, ont déjà un parcours politique derrière eux, ou ont entrepris une démarche de réflexion qui les amène à des constats similaires. Notre dénominateur commun, c'est d'avoir compris que les élections et les manifestations étaient des modes de résistances obsolètes, et qu'il fallait entrer dans une nouvelle façon de résister collectivement.

Aujourd'hui, il faut regarder la réalité en face, ce n'est ni dans la rue ni dans les urnes que nous pouvons combattre efficacement le capitalisme. Les élections, les manifestations, ne sont que les animations régulières de la société du spectacle, intégralement contrôlées par le Système et ses auxiliaires (médias, partis, syndicats). A partir de ce constat, il n'y a pas 36 solutions : la résistance ne peut être que violente, ou dissidente. Nous faisons le choix de la dissidence, c'est-à-dire de l'organisation d'une rupture collective avec le Système.

S'il faut n'en retenir que trois, quels seraient-ils ?

Trois mots : « Ensemble, finissons-en ! »

Comment est structuré le mouvement ? Y a-t-il une hiérarchie ? Les brigades sont-elles autonomes ?

La Dissidence fonctionne de manière très souple, sans adhésions ni cotisations. Nous n'avons rien de commun avec les organisations classiques, puisque que nous n'avons rien de commun avec les modes de résistances classiques. Au niveau national, la Dissidence est animée par une Coordination Nationale, et au niveau local les Volontaires de la Dissidence sont organisées, sur le périmètre d'une commune, en unités de terrain :

les Brigade de la Dissidence. L'ensemble des actions menées par la Brigade de la Dissidence sont décidées par vote interne au sein la Brigade. La Coordination Nationale vise à fournir une ligne et une stratégie, mais on ne peut pas parler de hiérarchie : par définition, les dissidents ne peuvent entrer dans le schéma des organisations classiques. Mon objectif est de faire évoluer la Dissidence pour que son fonctionnement soit à la fois efficace et démocratique, notamment en s'appuyant sur ce support qu'est notre Forum «Convergences».

Pourquoi la plupart des gens qui se reconnaissent dans les idées de la dissidence ont-ils des difficultés à sortir du monde virtuel pour passer à l'action concrète sur le terrain ?

C'est un problème qui est général : la dépolitisation de la société Française est telle que même les militants politiques peinent à sortir d'un rôle de spectateur. Pourtant il est essentiel de résister de façon concrète : c'est pourquoi, d'ailleurs, nous cherchons à nous doter d'un fonctionnement le plus souple et le plus efficace au niveau local, afin de faciliter l'action concrète. C'est également pour cela que nous avons lancé le Projet Spartacus, qui vise à définir une stratégie d'action complète et cohérente.

Quelles seront les étapes du changement de système? Y aura-t-il une transformation radicale ou une transformation progressive ?

Tout porte à croire que la rupture sera rapide, brutale. Le capitalisme est condamné, et a déjà failli implorer. Il ne doit sa survie qu'aux sommes gigantesques qui ont été injectées, dans le secteur bancaire notamment. Aujourd'hui, l'endettement des États est tel qu'ils seront bientôt en situation de défaut de paiement, et qu'ils s'imposeront alors une fois de plus des plans d'austérité qui seront tout simplement insoutenable.

Le capitalisme est un système qui présente la particularité de s'autodétruire, dans une fuite en avant

sans issue. Je pense que la crise qui se profile sera telle que les Peuples n'accepteront pas de la subir. On voit ce qui se passe en Grèce. Et bien ce n'est rien à côté de ce qui va se passer d'ici peu (quelques mois) dans le reste de l'Europe, et notamment en France.

La situation de la France est particulièrement complexe. Notre économie a été ravagée par l'intégration forcée dans la mondialisation, puis par la mise en place de l'euro. Sur le plan social, la situation est tendue, d'autant plus que des conflits inter-communautaires sont latents. L'analyse d'Alain Soral est parfaitement juste sur ce point, et son message aux populations musulmanes est crucial. Le scénario le plus risqué serait que la crise économique dérive vers un conflit inter-communautaire, qui serait orchestré par l'oligarchie à son profit. Sur le plan politique, les Français rejettent en masse, et à juste titre, le paysage politique. Notre démocratie est neutralisée.

En clair, la situation est potentiellement explosive. Notre devoir en tant que Français est de travailler ensemble pour ouvrir une nouvelle voie et sortir de l'impasse du capitalisme, en organisant dès maintenant une solidarité populaire, préalable à l'émergence d'un nouveau système.

Qu'est-ce que le Projet Spartacus ?

Le Projet Spartacus est le projet central de la Dissidence. Il s'agit d'organiser une résistance imparable, en fondant de nouvelles institutions populaires. L'idée, c'est de soutenir une dissidence économique et politique au niveau local, par le biais des Brigades de la Dissidence. Les Brigades vont être amenées à mettre en place, par exemple, des Systèmes d'Échanges Locaux, et à soutenir des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne. Dans le même temps, il s'agira de mettre en place des assemblées citoyennes locales, et ainsi d'offrir un cadre d'expression démocratique et politique. Objectif : ôter, de façon méthodique et systématique, l'ensemble des outils de domination du Système, en s'affranchissant

des intermédiaires et en établissant des solidarités populaires locales. L'ensemble de ces activités dissidentes, économiques et politiques, s'organiseront au niveau local au sein d'une institution unique et indépendante, le CIVIS (Comité d'Initiative pour une Ville Solidaire).

Personnellement, je pense que ce projet est unique en son genre, et s'avère parfaitement adapté à la situation. Vous pouvez aller manifester, mais ça ne servira à rien, vous goûterez aux joies du gaz lacrymogène, et vous rentrerez chez vous quand les centrales syndicales vous le diront. Vous pouvez aller voter une fois tout les 5 ans pour l'un des candidats que le Système vous présente, et attendre servilement qu'il fasse l'inverse de ce pour quoi il est payé. Mais vous pouvez également entrer en dissidence. Et là, le Système ne pourra rien contre vous, et vous, vous pourrez tout contre lui. C'est cette voie que doit emprunter la Résistance Française, c'est la seule alternative qu'il reste.

Vous préconisez la sortie de l'Union Européenne et des organisations supranationales. Pourquoi serait-ce bénéfique pour notre pays ? Ne serions nous pas isolés ?

Les institutions internationales telles que l'Union Européenne (UE), le Fond Monétaire International (FMI), l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou encore l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), s'inscrivent dans cette tendance que l'on nomme le « Nouvel Ordre Mondial », « l'Empire », ou encore le « Système ».

Il s'agit d'un processus global, soutenu par les oligarchies, visant à broyer les souverainetés nationales pour imposer une idéologie qui se caractérise, sur le plan économique, par le libre-échange débridé, le productivisme et l'hyperconsommation, et sur le plan politique par la disparition des États-nations et l'émergence progressive d'un gouvernement mondial oligarchique.

La France est donc menacée par ce projet politique qui va à l'encontre de son combat historique pour son indépendance et sa souveraineté nationale. A mes yeux, le préalable à toute alternative cohérente doit donc nécessairement être la réappropriation par la France de sa souveraineté, jusque que dans ses moindres aspects.

Déjà des voix se lèvent pour dénoncer le "nationalisme" et le "militarisme" de la dissidence. Ne craigniez-vous pas de subir le sort de tous les mouvements souverainistes ou patriotes et de vous faire traiter d'extrémiste de droite ?

Concrètement, je m'en moque. C'est l'inverse qui serait inquiétant ! Depuis pas mal de temps déjà, toutes les pensées qui dévient de la ligne officielle sont systématiquement stigmatisées et diabolisées, soit par les médias, soit par leurs auxiliaires gauchistes qui voient des fascistes partout, sauf là où il y en a vraiment.

Il suffit de lire le Manifeste de la Dissidence Française pour comprendre que nous nous situons à l'opposé du fascisme, puisque nous défendons la démocratie directe, et que le fascisme, pour rappel, et intrinsèquement antidémocratique. Ce que j'observe au sein du monde militant, c'est qu'au final une certaine vérité finit par émerger, et que la vieille manipulation par la diabolisation devient de plus en plus inefficace. J'ai acquis la conviction que ce n'est qu'une question de temps pour que les masques tombent, et que la vérité éclate : le seul fascisme aujourd'hui, il se situe au siège de la Commission Européenne et à celui du FMI.

Pensez-vous que nous soyons dans un régime démocratique ? Que faudrait-il changer au système ? Que serait-pour vous la démocratie idéale et comment serait-elle organisée ?

Nous ne sommes pas en démocratie. Le Peuple est systématiquement écarté des décisions. En France, c'est un régime oligarchique qui s'est accaparé

l'ensemble des leviers du pouvoir. Tout est verrouillé : les médias, le Parlement, l'exécutif, les Ministères, les élections, l'émission monétaire, la Défense nationale, notre diplomatie... Le pouvoir oligarchique est total, il ne reste (pour le moment), qu'Internet qui lui échappe. Dans ces conditions, imaginer qu'une alternative puisse parvenir au pouvoir par les urnes relève de l'utopie. Il suffit de se rappeler le référendum pour le TCE de 2005, et du véritable putsch parlementaire qui a suivi l'élection de Sarkozy, et qui a abouti à la ratification du Traité de Lisbonne par voie parlementaire.

En réalité, la source de cette dérive est à chercher dans la loi fondamentale de la République, la Constitution. Si nous voulons que la France renoue avec son Destin, il faut commencer par là, et réécrire une nouvelle Constitution, d'origine citoyenne. Je suis, sur ce point, pleinement en accord avec Étienne Chouard, et je suis convaincu que l'élection est incompatible avec la démocratie.

Personnellement, la vision démocratique que je défends s'appuierait sur une Assemblée dont les députés serait tirés au sort parmi des citoyens volontaires, pour un mandat court et non-renouvelable. Cette Assemblée serait dotée d'un pouvoir d'élaboration législative, mais le pouvoir de ratification serait réservé au Peuple qui l'exercerait par référendum. Le vote blanc et le référendum d'initiative populaire serait pleinement reconnus.

Au niveau local, la commune me semble l'échelon idéal sur lequel faire reposer cette nouvelle démocratie, directe et populaire.

Que pensez-vous du mouvement des indignés ? Comment expliquez-vous l'échec de la mobilisation ?

Le mouvement des indignés était une réaction franche et populaire aux politiques de rigueur menées par les gouvernements européens. Il s'agissait d'organiser une

contestation affranchie des partis et des syndicats, pour, au final, établir une « démocratie réelle ». Le problème, c'est qu'en France de mouvement des indignés a été progressivement récupéré par un collectif qui s'avère être noyauté de l'intérieur par des membres de partis politiques de la gauche électorale et mondialiste. Ainsi, petit à petit, le mouvement des indignés s'est replié sur lui-même, alors qu'il devait au contraire s'ouvrir à l'ensemble de la société. Il s'est cantonné à des actions inutiles, consistant à occuper des places en attendant de se faire expulser par les forces de l'ordre.

Mon sentiment personnel est que l'instrumentalisation de ce mouvement vise à canaliser la contestation pour ensuite la neutraliser par essoufflement : c'est la stratégie classique menée par les syndicats lors des mouvements sociaux. J'ai moi-même proposé directement de nouveaux modes d'actions plus efficaces, une stratégie authentiquement dissidente pour lutter contre le Système. Par exemple, j'ai proposé qu'au lieu d'occuper les places, les indignés s'y réunissent pour ensuite se diriger ensemble vers les

distributeurs à billets, dans un mouvement de type «Bankrun». Cette action est parfaitement légale, et s'avère bien plus menaçante pour le pouvoir oligarchique, qui est avant tout bancaire, que toutes les manifestations qui ont pu être organisées. J'ai alors eu l'honneur d'être « viré » par le collectif en question, comme d'autres le furent avant et après moi. En réalité, le mouvement des indignés a été tué dans l'œuf par quelques militants gauchistes, « idiots utiles », et dont toute l'action s'avère servir les intérêts de l'oligarchie.

Il est un peu tard pour l'indignation... Le terme «d'indignation» en lui-même est faible, dépassé.

Nous sommes dans le temps de la révolte, de la dissidence, de l'insoumission.

Un seul objectif : la libération nationale, par une dissidence économique et politique organisée.



www.erprovence.fr

Equidemos rejoint la Dissidence !



« *Faire front face au Système* », ce n'est pas qu'une formule : nous faisons le choix de chercher ce qui nous rassemble, et non ce qui nous divise.

Nous avons le plaisir d'accueillir à nos côtés le Collectif « **Equidemos** », avec lequel nous allons poursuivre notre objectif de rassemblement, dans

une alliance pour une Dissidence Française organisée et solidaire.

Le Peuple se lève, la Résistance s'organise.

Non dans la haine de l'autre, mais dans la solidarité et le combat. Face au capitalisme et au mondialisme, nous ne pouvons que mettre de cotés nos divisions stériles et fratricides, et construire ensemble un front commun de la libération nationale.

www.equidemos.org

Chronologie sommaire de l'affaire DSK :

- 14 Mai : Après un départ en précipitation de l'Hotel Sofitel de Manhattan (il en oublie son téléphone), Dominique Strauss-Khan est interpellé à l'Aéroport Kennedy de New York. Il s'apprêtait à prendre un avion pour Paris.

- 14 Mai : Le même jour, Nafissatou Diallo, la victime présumée, est admise en ambulance à l'hôpital St Luke's Roosevelt. Selon le rapport médical établi, la victime, en larme, souffre de blessures dont une rupture du ligament de l'épaule. *Le rapport mentionne "Diagnostic: agression. Cause des blessures: agression. Viol."*

- 15 Mai : DSK est formellement accusé « *d'acte sexuel criminel, tentative de viol et séquestration* ». Il nie les faits. Son numéro deux, John Lipsky, est nommé directeur intérimaire au FMI.

- 16 Mai : DSK est incarcéré à la prison de Rikers Island. *Le juge rejette la demande de libération* sous caution d'un million de dollars.

- 17 Mai : Pour le Secrétaire Américain au Trésor, DSK « *n'est pas en mesure de diriger le FMI* ».

- 18 Mai : La plaignante témoigne et nie toute relation sexuelle consentie.

- 19 Mai : DSK démissionne du FMI.

- 20 Mai : *Un jour après avoir signé sa démission du FMI, DSK est libéré* sous caution (1 million de dollars).

- 23 Mai : L'ADN de DSK aurait été retrouvé sur les vêtements de Diallo.

- 24 Aout : *A la demande du Procureur, le Juge abandonne toutes les charges retenues contre DSK.* La défense de Diallo fait appel de cette décision. L'appel est rejeté. DSK peut partir « *librement* », et déclare « *j'ai hâte de rentrer dans mon pays* ».

- 28 Aout : Les avocats de DSK menacent de poursuivre Diallo, « *si les attaques de ses avocats deviennent trop indignes* ».

A méditer

« L'Etat n'est pas la patrie. C'est l'abstraction, la fiction métaphysique, mystique, politique, juridique de la patrie. Les masses populaires de tous les pays aiment profondément leur patrie ; mais c'est un amour réel, naturel. Pas une idée, un fait... Et c'est pour cela que je me sens franchement et toujours le patriote de toutes les patries opprimées. »

Mikhail Bakounine

Instituer la règle d'or : Abattre l'arbre des possibles

La « règle d'or », c'est quoi ? C'est le projet du gouvernement et de Nicolas Sarkozy d'inscrire dans la Constitution une obligation de limiter les déficits publics. Plus précisément, il s'agirait d'instituer des « lois-cadres d'équilibre des finances publiques », qui s'appliqueraient autant au budget de l'État qu'à celui de la Sécurité Sociale. Derrière tout un jargon technique volontairement obscur, ce projet est l'une des plus graves atteintes à la souveraineté de la France qui soit, puisqu'il s'agira ni plus ni moins que de soumettre constitutionnellement l'ensemble des politiques publiques à des impératifs d'équilibres budgétaires. C'est d'un cynisme incroyable : après avoir artificiellement endetté notre pays durant des décennies (cf. Loi du 3 Janvier 1973, relative à la privatisation de l'émission monétaire), l'oligarchie se sert désormais de cette Dette comme d'un prétexte pour instituer une règle constitutionnelle qui obligera tous les gouvernements à appliquer une politique de « rigueur » pour « régler la question de Dette ».

Et une politique de rigueur, aujourd'hui, c'est quoi ? C'est privatiser de façon débridée les entreprises publiques, c'est organiser une diminution des salaires, des prestations et de l'ensemble des acquis sociaux. Plus clairement encore, c'est livrer la France, pieds et mains liés par la Constitution, aux prédateurs de la Finance qui se feront un plaisir de racheter son patrimoine public, et ainsi de mettre en place une domination totale sur notre pays. Il s'agit clairement d'un putsch du cartel bancaire, organisé et soutenu par le gouvernement Fillon – Sarkozy. Après avoir « sauvé » les banques proches de la faillite en endettant la France, le gouvernement se sert de cette même Dette pour justifier l'institutionnalisation

constitutionnelle d'une politique de rigueur, soit d'une politique intégralement soumise à la Banque. Cette trahison sans précédent condamne notre pays à la ruine et à la soumission à des élites aussi cupides que cyniques. C'est l'avènement d'une nouvelle féodalité, où les seigneuries d'antan, légitimées par le pouvoir royal et divin, abolies par la Révolution Française, se trouvent rétablies et remplacée par une nouvelle domination bancaire, mondialiste et apatride, dont les agences de notation sont les armes de prédilection.

Instituer la règle d'or, c'est abattre l'arbre des possibles, et condamner la

France à travailler pour la seule prospérité du cartel bancaire, troublant de fait l'ensemble des perspectives politiques alternatives. Instituer la règle d'or, c'est ériger « l'équilibre budgétaire » comme fondement de toute politique gouvernementale : c'est le triomphe de la Finance et de la Banque sur la Politique.

Face à la domination bancaire et à ses auxiliaires gouvernementaux, la Dissidence Française propose un projet économique de redressement national, incluant notamment l'abrogation de la Loi du 3 Janvier 1973, la nationalisation du système bancaire et de l'émission monétaire. Il s'agit du préalable indispensable à toute politique alternative. Afin de concrétiser notre engagement contre la Finance, contre cette règle inique et les politiques destructrices qu'elle véhicule, j'appelle à un nouveau « Bankrun », au niveau national, le 15 Septembre 2011, soit 3 ans jour pour jour après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers...



Vincent Vauclin

Comment les hommes d'Al-Qaida sont arrivés au pouvoir en Libye

Le Réseau Voltaire a reçu de nombreux courriers de lecteurs comportant des questions sur Al-Qaida en Libye. Afin de leur répondre, Thierry Meyssan a rassemblé les principaux éléments connus de ce dossier. Ces faits confirment son analyse, développée depuis le 11-Septembre, selon laquelle Al-Qaida est un milieu de mercenaires utilisé par les États-Unis pour combattre en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, en Tchétchénie, au Kosovo, en Irak, et maintenant en Libye, en Syrie et au Yémen.

Dans les années 80, la CIA incite Awatha al-Zuwawi à créer une officine en Libye pour recruter des mercenaires et les envoyer au jihad en Afghanistan contre les Soviétiques. À partir de 1986 les recrues libyennes sont formées au camp de Salman al-Farisi (Pakistan), sous l'autorité du milliardaire anti-communiste Oussama Ben Laden. Lorsque Ben Laden se



Chef historique d'Al-Qaida en Libye, Abdelhakim Belhadj est devenu gouverneur militaire de Tripoli « libérée » et a été chargé d'organiser l'armée de la « nouvelle Libye ».

déplace au Soudan, les jihadistes libyens l'y suivent. Ils y sont regroupés dans leur propre compound. À partir de 1994, Oussama Ben Laden dépêche des jihadistes libyens dans leur pays pour tuer Mouammar Kadhafi et renverser la Jamahiriya populaire et socialiste.

Le 18 octobre 1995, le groupe se structure sous la dénomination Groupe islamique combattant en Libye (GICL). Durant les trois années qui suivent, le GICL tente par quatre fois d'assassiner Mouammar Kadhafi et d'instaurer une guérilla dans les montagnes du Sud. À la suite de ces opérations, l'armée libyenne —sous le commandement du général Abdel Fattah Younés— mène une campagne d'éradication de la guérilla, et la Justice libyenne lance un mandat d'arrêt contre Oussama Ben Laden, diffusé à partir de 1998 par Interpol. Selon l'agent du contrespionnage britannique David Shayler, le

développement du GICL et la première tentative d'assassinat de Mouammar Kadhafi par Al-Qaida sont financés à hauteur de 100 000 livres par le MI6 britannique (1).

À l'époque, la Libye est le seul État au monde à rechercher Oussama Ben Laden, lequel dispose encore officiellement de soutiens politiques aux

États-Unis bien qu'il se soit opposé à l'opération « Tempête du désert ».

Sous la pression de Tripoli, Hassan el-Tourabi expulse les jihadistes libyens du Soudan. Ils déménagent leurs infrastructures en Afghanistan où ils installent le camp de Shaheed Shaykh Abu Yahya (juste au nord de Kaboul). Cette installation fonctionne jusqu'à l'été 2001, lorsque les négociations de Berlin entre les États-Unis et les Talibans à propos du pipe-line transafghan échouent. À ce moment-là, le mollah Omar, qui se prépare à l'invasion anglo-saxonne, exige que le camp passe sous son contrôle direct.

Le 6 octobre 2001 le GICL est inscrit sur la liste établie par le Comité d'application de la résolution 1267 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il y figure toujours. Le 8 décembre 2004, le GICL est inscrit sur la liste des

organisations terroristes établie par le département d'État des États-Unis. Il y figure toujours. Le 10 octobre 2005, le ministère britannique de l'Intérieur interdit le GICL sur son territoire. Cette mesure est toujours valide. Le 7 février 2006, le Comité des Nations Unies prend des sanctions à l'égard de 5 membres du GICL et de 4 sociétés qui leurs sont liées, qui continuent impunément à opérer sur le territoire du Royaume-Uni sous protection du MI6.

Durant la « Guerre contre la terreur », la mouvance jihadiste s'organise. L'expression « Al-Qaida », qui désignait au départ une vaste base de données dans laquelle Oussama Ben Laden choisissait les mercenaires dont il avait besoin pour des missions ponctuelles, devient progressivement un groupuscule. Sa taille diminue au fur et à mesure de sa structuration.

Le 6 mars 2004, le nouveau chef du GICL, Abdelhakim Belhadj, qui s'est battu en Afghanistan aux côtés d'Oussama Ben Laden (2) et en Irak, est arrêté en Malaisie, puis transféré dans une prison secrète de la CIA en Thaïlande où il est soumis au sérum de vérité et torturé. À la suite d'un accord entre les États-Unis et la Libye, il est renvoyé en Libye où il est torturé, mais par des agents britanniques cette fois, à la prison d'Abou Salim.

Le 26 juin 2005, les services secrets occidentaux organisent à Londres une rencontre d'opposants libyens. Ils constituent la « Conférence nationale de l'opposition libyenne » en unissant trois factions islamiques : les Frères musulmans, la confrérie des Sénoussi, et le GICL. Leur manifeste fixe trois objectifs :

- renverser Mouammar Kadhafi ;
- exercer le pouvoir pour un an (sous le nom de « Conseil national de transition ») ;
- rétablir la monarchie constitutionnelle dans sa forme de 1951 et faire de l'islam la religion d'État.

En juillet 2005, Abu al-Laith al-Liby parvient contre toute vraisemblance à s'échapper de la prison de haute sécurité de Bagram (Afghanistan) et devient l'un des chefs d'Al-Qaida. Il appelle les jihadistes du GICL qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre Al-Qaida en Irak. Les Libyens deviennent majoritaires parmi les kamikazes d'Al-Qaida en Irak (3). En février 2007, al-Liby conduit une attaque spectaculaire contre la base de Bagram alors que le vice-président Dick Cheney s'apprête à la visiter. En novembre 2007, Ayman al-Zawahiri et Abu al-Laith al-Liby annoncent la fusion du GICL avec Al-Qaida.

Abu al-Laith al-Liby devient l'adjoint d'Ayman al-Zawahiri, et à ce titre le numéro 2 d'Al-Qaida puisque l'on est sans nouvelles d'Oussama Ben Laden. Il est tué par un drone de la CIA au Waziristan, fin janvier 2008.

Durant la période 2008-2010, Saïf el-Islam Kadhafi négocie une trêve entre la Jamahiriya et le GICL. Celui-ci publie un long document, *Les Etudes correctrices*, dans lequel il admet avoir commis une erreur en appelant au jihad contre des coreligionnaires dans un pays musulman. En trois vagues successives, tous les membres d'Al-Qaida sont amnistiés et libérés à la seule condition qu'ils renoncent par écrit à la violence. Sur 1 800 jihadistes, plus d'une centaine refuse cet accord et préfère rester en prison.

Dès sa libération, Abdelhakim Belhadj quitte la Libye et s'installe au Qatar. Début 2011, le prince Bandar Bin Sultan entreprend une série de voyages pour relancer Al-Qaida en élargissant son recrutement, jusqu'ici presque exclusivement arabe, aux musulmans d'Asie centrale et du Sud-Est. Des bureaux de recrutement sont ouverts jusqu'en Malaisie (4). Le meilleur résultat est obtenu à Mazar-i-Sharif, où plus de 1500 Afghans s'engagent pour le jihad en Libye, en Syrie et au Yémen (5). En quelques semaines, Al-Qaida, qui n'était plus qu'un groupuscule moribond, peut aligner plus de 10 000 hommes. Ce recrutement est d'autant plus facile que les jihadistes sont les mercenaires les moins chers du marché.

Le 17 février 2011, la « Conférence nationale de l'opposition libyenne » organise la « *journée de la colère* » à Benghazi, qui marque le début de la guerre.

Le 23 février, l'imam Abdelkarim Al-Hasadi proclame la création d'un Émirat islamique à Derna, la ville la plus intégriste de Libye dont sont originaires la majorité des jihadistes devenus kamikazes d'Al-Qaida en Irak. Al-Hasadi est un membre du GICL de longue date qui a été torturé par les États-Unis à Guantanamo (6). La burqa devient obligatoire et les châtiments corporels sont rétablis. L'émir Al-Hasadi organise sa propre armée, qui débute avec quelques dizaines de jihadistes et en regroupe bientôt plus d'un millier.

Le général Carter Ham, commandant de l'Africom, chargé de coordonner l'opération alliée en Libye, exprime ses interrogations quant à la présence parmi les rebelles qu'on lui demande de défendre des jihadistes d'Al-Qaida qui ont tué des GI's en Afghanistan et en Irak. Il est relevé de sa mission qui est transmise à l'OTAN. Un peu partout en Cyrénaïque « libérée », les hommes d'Al-Qaida sèment la terreur, pratiquant massacres et tortures. Ils se font une spécialité d'égorger les kadhafistes et de leur arracher un œil, et de couper les seins des femmes impudiques. L'avocat de la Jamahiriya, Me Marcel Ceccaldi, accuse l'OTAN de « complicité de crimes de guerre ».

Le 1er mai 2011, Barack Obama annonce qu'à Abbottabad (Pakistan), le commando 6 des Navy Seals a éliminé Oussama Ben Laden dont on était sans nouvelles crédibles depuis presque 10 ans. Cette annonce permet de clore le dossier Al-Qaida et de relooker les jihadistes pour en refaire des alliés des États-Unis comme au bon vieux temps des guerres d'Afghanistan, de Bosnie-Herzégovine, de Tchétchénie et du Kosovo (7). Le 6 août, tous les membres du commando 6 des Navy Seals meurent dans la chute de leur hélicoptère.

Abdelhakim Belhadj revient dans son pays dans un avion militaire qatariote au début de l'intervention de l'OTAN.

Il prend le commandement des hommes d'Al-Qaida dans les montagnes du Djebel Néfoussa. Selon le fils du général Abdel Fattah Younés, c'est lui qui commande le 28 juillet 2011 l'assassinat de son vieil ennemi qui était devenu le chef militaire du Conseil national de transition. Après la chute de Tripoli, Abdelhakim Belhadj ouvre les portes de la prison d'Abou Salim et libère les derniers jihadistes d'Al-Qaida qui y étaient détenus. Il est nommé gouverneur militaire de Tripoli. Il exige des excuses de la CIA et du MI6 pour le traitement qu'ils lui ont fait subir par le passé (8). Le Conseil national de transition lui confie la charge de former l'armée de la Libye nouvelle.

Thierry Meyssan

(1) « [David Shayler : “J’ai quitté les services secrets britanniques lorsque le MI6 a décidé de financer des associés d’Oussama Ben Laden”](#) », Réseau Voltaire, 18 novembre 2005.

(2) « [Libya’s Powerful Islamist Leader](#) », par Babak Dehghanpisheh, *The Daily Beast*, 2 septembre 2011.

(3) « [Ennemis de l’OTAN en Irak et en Afghanistan, alliés en Libye](#) », par Webster G. Tarpley, Réseau Voltaire, 21 mai 2011.

(4) « [La Contre-révolution au Proche-Orient](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 11 mai 2011.

(5) « [CIA recruits 1,500 from Mazar-e-Sharif to fight in Libya](#) », par Azhar Masood, *The Nation* (Pakistan), 31 août 2011.

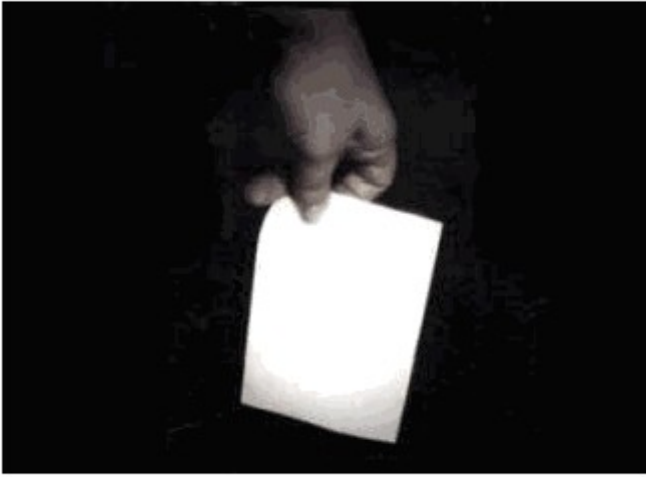
(6) « [Noi ribelli, islamici e tolleranti](#) », reportage de Roberto Bongiorno, *Il Sole 24 Ore*, 22 mars 2011.

(7) « [Réflexions sur l’annonce officielle de la mort d’Oussama Ben Laden](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 mai 2011.

(8) « [Libyan commander demands apology over MI6 and CIA plot](#) », par Martin Chulov, Nick Hopkins et Richard Norton-Taylor, *The Guardian*, 4 septembre 2011.

www.voltairenet.org

Tribune libre : « Un candidat "Blanc" aux Présidentielles »



Un constat s'impose : si la Révolution Française a voulu placer le peuple au cœur des décisions nationales, tout se passe aujourd'hui comme si les représentants qu'il a élus faisaient tout pour l'en tenir écarté. Considéré comme un vote contestataire, assimilé au vote nul, le vote blanc, s'il était pris en compte, deviendrait une arme de contestation politique grâce à laquelle le citoyen aurait enfin la possibilité de s'opposer ou manifester son indécision face à l'ensemble des candidats.

Le Parti du Vote Blanc s'est donné pour mission de le représenter, le comptabiliser et permettre ainsi à celui qui le souhaite de l'utiliser et se faire entendre. Il s'adresse à tous ceux qui ne se reconnaissent pas ou plus dans la politique du pays et souhaite insuffler aux abstentionnistes et aux indécis l'envie de revenir exprimer leur voix dans les urnes. Notre discours n'est pas d'inciter à 'voter blanc'. Notre but est de faire revenir les indécis et les abstentionnistes aux urnes, en leur offrant la possibilité de voter blanc si aucun candidat ne leur convient.

Si certains rejettent et combattent le système, nous avons choisi de l'utiliser pour le modifier de l'intérieur et le faire évoluer vers plus de démocratie et d'écoute des citoyens. En proposant la possibilité de dire NON aux responsables politiques, nous redonnons tout son

sens à l'acte de voter *pour* un programme et non plus *contre* tel ou tel homme politique.

L'idée de la reconnaissance du vote blanc, n'est pas nouvelle. D'autres mouvements, en France ou ailleurs dans le monde, ont déjà vus le jour et œuvrés dans ce sens. Mais si notre action consistait uniquement à déposer des bulletins « blancs » dans les bureaux de vote, ce qui est par ailleurs interdit, les votes blancs continueraient à s'additionner aux nuls et abstentions. C'est pourquoi le Parti du Vote Blanc a décidé de présenter un candidat à l'élection présidentielle de 2012. Par cette candidature, ce candidat "blanc" représentera le vote blanc ainsi pris en compte dans les résultats. S'il venait à être élu, notre candidat s'engage à démissionner, provoquer l'invalidation du scrutin, organiser un grand Referendum Citoyen et mettre en place une Assemblée Constituante Citoyenne qui aura pour mission de définir les priorités du pays dans le respect des revendications du peuple.

Par éthique et dans un souci d'indépendance, nous ne défendons ni ne combattons aucun programme ni aucun candidat. La reconnaissance du vote blanc comme vote exprimé et comptabilisé est une véritable révolution démocratique et le point de départ d'une réflexion générale sur la vie politique française, une ouverture sur la refonte de nos institutions, une invitation au débat et à la prise de conscience citoyenne. Il donne ainsi l'opportunité aux petites formations et diverses organisations peu connues du public d'exposer leurs idées et leurs revendications. Par le peuple, pour le peuple...

Stéphane Guyot

www.partiblanc.fr

Le leurre FN

Je ne me suis encore jamais exprimé sur le Front National et Marine Le Pen, pour la simple et bonne raison que j'ai toujours privilégié l'analyse de fond et l'élaboration d'une résistance intelligente plutôt que de jouer le jeu de querelles politiciennes ou partisanses. Mais il me semble important de mettre en lumière ce que le développement du Front National révèle des intentions et de la stratégie de l'oligarchie.

Je ne tomberais donc pas dans l'absurdité de la « dénonciation antifasciste », qui est absolument ridicule et malhonnête, quand on sait que le Front National participe légalement aux élections depuis 40 ans. Je ne souscrirais pas non plus à la diabolisation courante qui est faite de ce parti, et qui s'avère largement infondée.

Le vote FN n'est pas qu'un vote de protestation. C'est également un vote d'adhésion, séduisant de larges parties de l'électorat populaire. Le récent virage antilibéral de Marine Le Pen est à la fois cohérent et payant électoralement. Pour autant la ligne du Front National reste loin de représenter une alternative réelle au Système : si le FN est le seul parti politique à tenir un discours cohérent sur l'Union Européenne, l'Euro, et la Loi du 3 Janvier 1973, il n'en reste pas moins que les questions de la croissance économique, de la réduction du temps de travail, ou encore celle de la stigmatisation de l'Islam sont problématiques car ancrées dans des logiques dépassées. Mais l'apparente montée du Front National n'est pas liée à aux changements de son programme, difficilement perceptibles par l'opinion. Cette montée n'est pas non plus le résultat d'une dégradation de la situation de la France, qui résiste (pour le moment) à la « crise », notamment grâce aux solidarités familiales, locales ou associatives.

J'ai acquis la conviction que la montée du Front National dans les sondages et les médias a été organisée, soutenue et mise en place par l'oligarchie. L'analyse est simple à comprendre : l'ensemble de la domination oligarchique s'appuie sur une apparente légitimité, celui du vote démocratique. Or, l'abstention progresse à grands pas, proportionnellement aux

trahisons des partis de gauche et de droite, comme le montre les chiffres ci-dessous :

- Élections européennes de 2009 : 59,37% d'abstention
- Élections régionales de 2010 : 53,64% d'abstention
- Élections cantonales de 2011 : 56% d'abstention

Ainsi, ces trois dernières années, le nombre d'abstentionnistes fut plus important que le nombre de votants. Ces trois dernières années, les institutions européennes, régionales et cantonales furent légitimées par moins de 50% des électeurs inscrits. A

l'inverse des sondages, ces résultats ne mentent pas, et révèlent un fait d'importance : les citoyens français démissionnent de plus en plus massivement du rôle qu'on leur a attribué. Année après année, la légitimité démocratique du Système s'érode, au point que l'abstention devient la menace la plus sérieuse que rencontre l'oligarchie. Face à cette dangereuse tendance, et face à la fadeur des partis classiques, une seule solution : faire monter artificiellement une organisation singulière, pour capter les abstentionnistes et éviter ainsi que l'imposture démocratique ne soit devenue trop criante.

Cette stratégie est logique : il est bien plus simple de combattre le Front National que l'abstention. La présence de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle permettra d'éluder les questions de fond, et assurera son adversaire d'être élu aisément en agitant la « menace fasciste » contre laquelle il se posera en rempart. A l'inverse, une abstention massive compliquerait la tâche du candidat élu qui se trouverait dans la situation délicate de gouverner sans légitimité, en période de crise. Le Front National se trouve donc là instrumentalisé, comme antidote à l'abstention, permettant de faire d'une pierre deux coups, et de pérenniser, pour quelques années encore, la mascarade démocratique.

Leurre, n.m : Appât factice pour attraper le poisson.

Vincent Vauclin

Appauvrir pour mieux asservir

Objet Vulgarisant Non Identifié

Alpha du centaure est à 4,2 années lumière de notre système solaire, ce qui fait de lui notre proche banlieue. Habituellement lorsqu'un émissaire provenant de la planète X67 de ce système nous rend visite les représentants de notre espèce sont prévenus quelques mois avant son arrivée. Cette fois-ci le message était arrivé la veille. Les Gosseïn disposent d'une technologie leur permettant de se déplacer à la quasi vitesse de la lumière. Recevoir le message d'arrivée de l'émissaire la veille veut donc dire que ce dernier est parti en même temps que le dit message. Cela laissa peu de temps à nos représentants pour organiser la réception de ce visiteur, d'autant plus que ces derniers avaient prévu, ce jour là, d'inaugurer le nouveau terrain de golf fraîchement construit en Émirats Arabes Unis en le gratifiant d'un 18 trous. Le comité de réception se limita donc à un seul homme, dont je ne dirai rien de plus par soucis évident de secret défense et de déontologie.

Nous appellerons l'émissaire H.V pour Homme Vert, car chacun sait que les extra-terrestres sont des humanoïdes verts, et H.M le représentant humain le recevant, pour Homo Mercantilis.

H.M : Et bien ce n'est pas courant que vous veniez de manière si brutale, j'imagine qu'il y a urgence, vous avez fait bon voyage ?

H.V : Oui oui, et effectivement il y a urgence. Si je viens vous voir c'est que vous êtes, avec nous, la seule espèce intelligente à avoir encore une organisation oligarchique, contrairement à toutes les autres qui ont une organisation non hiérarchisée, et par chance vous êtes aussi la plus proche.

H.M : Oui et ?

H.V : Je viens pour vous demander conseil, et je vais aller de suite à l'essentiel. Les individus en bas de notre hiérarchie, qui sont les plus nombreux, s'organisent et développent des zones hors de notre contrôle, pour cela ils se sont armés petit à petit sur une courte période en collectivisant leurs moyens pour

acheter du matériel leur permettant de tenir tête à nos forces armées.

H.M : Bon, le problème c'est qu'ils ne devraient rien avoir à collectiviser, comment se fait-il qu'ils puissent acheter quoique ce soit d'autre que de la nourriture, un toit, et un peu de soma ?

H.V : Du soma ? Que vient faire le corps là dedans ?

H.M : C'est une image pour parler des différentes psychotropes permettant aux individus en bas de la hiérarchie de se contenter du peu qu'ils ont, désolé j'aurais du vous préciser, cela vient d'un livre que nous apprécions beaucoup... bref ce que je vous conseillerais c'est d'appauvrir la population de manière continue. En gros il faut qu'en l'espace d'une génération les moyens des personnes en bas de la hiérarchie, appelons-les les pauvres pour faire court, soient drastiquement diminués.

H.V : Une génération vous dites ? Cela nous laisse 200 ans, dans votre référentiel temporel, pour nous organiser !

H.M : Bonne nouvelle effectivement, j'avais oublié l'étendue de votre longévité, comparée à nous autres terriens... bref, l'idée c'est d'asservir le pauvre en l'appauvrissant. Ça peut paraître contradictoire comme ça mais si c'est fait en douceur c'est rudement efficace, car en y allant petit à petit le pauvre ne se rend pas compte de son appauvrissement et pourtant plus le temps passe et moins il aura la possibilité d'organiser une révolte, faute de moyens.

H.V : Hmmm tout cela me laisse songeur...

H.M : Bon commençons par le commencement, l'argent, vous devez avoir l'équivalent j'imagine, une notion abstraite censée quantifier la valeur de tout objet action ou travail et symbolisable sous une forme matérielle.

H.V : Oui bien sûr ! On a la même chose chez nous !

H.M : Parfait et cela ressemble à quoi chez vous ?

H.V : On le matérialise avec l'équivalent de votre papier, et sa valeur est fonction de quantités de matières précieuses, le cobalt chez nous. Bref tout comme vous avec le papier et l'or.

H.M : Sauf que là l'ami t'as un train de retard, je me permets de te tutoyer au passage, c'est vrai que tu ne viens pas souvent par ici. Pour nous l'indexation de l'argent sur l'or c'est l'âge de pierre de la finance, franchement je comprends que vous ne

maîtrisiez rien dans ces conditions. La marge de manœuvre de l'oligarchie c'est la masse monétaire qu'il est possible d'utiliser : plus il y en a mieux c'est ! Or l'or chez nous ou le cobalt chez vous si il est précieux c'est qu'il est en quantité limitée...la base c'est donc qu'il n'y ait plus aucune indexation matérielle de l'argent...qu'il devienne virtuel pour en produire plus !

H.V : Appauvrir les gens en créant plus d'argent ? Je ne suis pas sur de comprendre !

H.M : Tu sais nous on vit moins longtemps que vous et apparemment ça évolue plus vite chez nous...bon installe toi je vais reprendre les choses à la base, et je te conseille de prendre des notes avec ton « truc », là.

Alors donc dans un premier temps il faut dématérialiser l'argent, comme je viens de dire, comme ça plus besoin de mallettes pour le faire transiter, le champ électromagnétique suffit.

H.V : C'est vrai que c'est pratique !

H.M : Je te le fais pas dire (sourire). Ensuite il faut créer ce que l'on appelle ici des paradis fiscaux...

H.V : Paradis ? N'est-ce pas le concept que vous utilisez pour vendre la vie éternelle et heureuse ?

H.M : Oui oui, disons qu'on l'a recyclé...car plus personne ne croit au paradis, ou tout du moins plus beaucoup de gens, donc on peut utiliser ce terme dans un autre cadre sans avoir les religieux sur le dos ! En gros cela correspond à des endroits où tu peux faire transiter de l'argent quelque soit son origine (drogue, prostitution, commission etc) ou son détenteur dans le plus total secret et sans avoir à être redevable d'une quelconque fiscalité... Vous avez l'équivalent de la fiscalité je crois, genre donner une partie de ta thune pour les organisation collectives ?

H.V : Oui bien sur, mais attend, ces paradis fiscaux, les pauvres, ils sont au courant que ça existe non ? Ça doit poser problème ?

H.M : Oui plus ou moins, ou pas vraiment, on en discutera après si tu veux bien, là on reste dans le sujet sinon on va jamais y arriver ! En tout cas, comme tu l'auras compris, ces paradis fiscaux pour les oligarques c'est le paradis sur terre !

H.V : (rires) Je reconnais bien là le cynisme caractéristique de votre espèce, ou tout du moins de ces oligarques !

H.M : Merci !

H.V : Néanmoins je suis vraiment curieux de voir ou tu veux en venir, car là l'appauvrissement des masses je vois pas comment tu vas y aboutir...

H.M : Rassure-toi c'est quasiment déjà fait, reste concentré et laisse moi le temps de te décrire la chaîne de traitement dans son ensemble et là tu comprendras. En gros pour faire un immeuble il faut des fondations : l'argent virtuel et les paradis fiscaux c'est les principales fondations de notre immeuble oligarchique

H.V : OK vas-y continue tout cela semble passionnant... attend une question avant au sujet de vos paradis fiscaux : vous avez bien des instances qui sont censées contrôler les flux d'argent illégaux non ?

H.M : (rires) Oui on appelle ça la Justice, mais t'inquiète : là où un juge doit attendre six mois pour avoir trace d'un virement dans un de ces paradis fiscaux, l'argent peut faire le tour de tous les paradis fiscaux de notre planète en l'espace d'une journée !

H.V : Ah d'où l'utilité de la virtualité de l'argent !

H.M : Exactement ! Je vois que tu commences à être dans le bain...donc une fois que tu as ces fondations tu peux émettre de l'argent facilement sans trop te faire remarquer. Ce qu'on a vite utilisé, grâce à la généralisation de l'argent virtuel, c'est le prêt d'argent : d'un même coup tu crées la somme correspondant au prêt et tu touches des intérêts sur cet argent crée. C'était un bon début mais le problème c'est que tu ne peux pas prêter à tout le monde, au risque de pas revoir ta thune dans certains cas, le débiteur ne pouvant pas te rembourser

H.V : Attends, en prêtant de l'argent aux pauvres, quelque part tu peux les appauvrir non ?

H.M : Je vois qu'on n'est pas une espèce intelligente pour rien Mr le Gosseïn, tu m'as presque coupé l'herbe sous le pied avec cette réflexion (sourire). Justement on s'est dit que vu que les pauvres étaient majoritaires, l'idéal serait de prêter de l'argent à un maximum d'entre eux mais à un taux plus fort car quand même faut pas déconner c'est des pauvres et donc il y a plus de risques

H.V : Justement ce n'était pas trop risqué ?

H.M : Tout dépend pour qui ! (rires). Les lois de l'offre et la demande ça marche toujours chez vous ?

H.V : Bien sûr, si l'offre d'un produit est supérieure à la demande le prix baisse et vice versa.

H.M : Parfait ! Tu vas donc comprendre cette étape de la chaîne de traitement : l'idée brillante qu'a eu un de mes collègues c'est de prêter de l'argent à plein de pauvres sur un marché donné : l'immobilier. C'est très malin car tous les pauvres ils veulent devenir propriétaires mais ils en ont pas les moyens. Tu leur prête la thune en masse avec un taux spécial rien que pour eux ,ils achètent tous des baraques, beaucoup plus vite qu'elles ne sont construites, le prix des biens achetés avec l'argent que l'on a crée et prêté augmente, et les pauvres payent nos taux d'intérêt spéciaux grâce à cette plus value

H.V : Mais c'est pas un peu virtuel comme montée de prix ?

H.M : (rires) T'as une chute de concentration ou quoi ?! Tu crois que mes milliards que tout le monde m'envie il sont stockés dans une cave, tu crois que je les ai tous imprimés à la main ! (rires) Bon redevenons sérieux. T'as raison quelque part c'est trop virtuel et on savait qu'au bout d'un moment ça allait s'écrouler...d'où la création d'un autre concept des plus malins : la dilution des risques. Quand tu prêtes à un pauvre un million de dollars à 10% pour qu'il achète une baraque c'est risqué...mais si tu découpes cette créance en la combinant à d'autres plus ou moins sûres tu dilues les risques. De plus tu peux créer avec cette combinaison de créances pourries un produit financier, un truc que tu vends, avec la promesse de donner 5% d'intérêt à l'acheteur...certes tu perds 5% d'intérêts mais tu dilues la merde à travers le monde entier. Tu vas bientôt comprendre l'intérêt de cette dilution à travers l'ensemble de l'économie.

H.V : Hmm tout cela semble des plus techniques mais je m'accroche !

H.M : Rassure toi même les matheux qui ont crée ces produits financiers n'ont pas tout compris à ce qu'ils ont créé, mais ça a marché et c'est l'essentiel. Donc j'en étais où...ah oui ! C'est là où j'entre en action dans la chaîne de traitement. C'est d'ailleurs ce qui fait de moi la dernière des raclures de notre espèce, euh je veux dire l'homme le plus brillant : c'est que sachant que malgré la dilution et le maquillage mathématique de cette merde, l'odeur se fera sentir tôt ou tard car le pauvre par définition, il n'a pas de thune, et par suite les créances ben elles vont disparaître car il ne pourra plus payer. Sachant cela, c'était l'occasion rêvée de se gaver encore plus en spéculant à la baisse sur ces produits financiers dont la valeur allait finir par

s'écrouler tout en continuant, bien sûr, à les produire et les vendre.

H.V : Spéculer à la baisse ?

H.M : Attends rassure-moi, vous avez quand même des structures qui permettent d'abstraire la valeur de toute entreprise ou marchandise et favorisant les investissements promesses d'achat, de vente...etc ce que l'on appelle la bourse chez nous ?

H.V : oui, bien sûr, mais spéculer à la baisse je vois pas à quoi ça peut renvoyer

H.M : Putain les mecs je comprends mieux pourquoi vous êtes dans la mouise ! Bon, en gros, spéculer à la baisse ça consiste à parier sur la chute du cours d'une valeur. Ton pari se définit en masse monétaire que tu mets en jeu et sur la date où tu prédis la chute d'une valeur à un certain niveau. Plus la masse monétaire et/ou la chute sont importantes plus le pognon que tu engranges est important, à condition qu'à la date définie la valeur sur laquelle porte le pari ait effectivement atteint le niveau prédit

H.V : Et là comme vous saviez que cela allait se casser la gueule le risque était minime...

H.M : Exactement ! Tu vois qu'être une crapule c'est pas si compliqué !

H.V : Il suffit d'avoir un bon professeur (sourires communs).

H.M : Continue à maintenir ta concentration car là nous sommes qu'à la moitié du chemin. C'est maintenant que tu peux comprendre que ce que j'ai appelé dilution des risques, ça équivaut à propagation de la merde. Nous, humains, on joue beaucoup sur les mots, c'est important ! par exemple quand un collègue a une bonne idée il dit « les gars je viens d'avoir une idée d'ordure » mais quand on parle de cette idée aux pauvres ont dit qu'elle est « brillante » et « nécessaire ».

H.V : Oui j'avais compris cela avec ton lapsus de tout à l'heure...en gros en plus d'un maquillage mathématique de votre merde, vous utilisez un maquillage sémantique c'est ça ?

H.M : Exactement ! Donc la dilution des risques a permis de propager la merde partout dans l'économie, ce qui fait que lorsque, brutalement, tout le monde s'est rendu compte que les créances composant les produits financiers (les subprimes) n'étaient pas viables, certains pauvres commençant à ne plus pouvoir payer, c'est tout le monde qui s'est officiellement retrouvé avec des actifs qui ne valaient rien ! Cela a engendré la

plus grande panique depuis notre coup d'essai de 1929, et on a palpé un max avec nos spéculations à la baisse

H.V : Attends, un truc me turlupine : comment se fait-il que personne n'ait réalisé la chose avant que cela s'écroule ?

H.M : Ben tout simplement parce que si tu dis que quelque chose est bien et ben tout le monde le croit sans vérifier à quelques exceptions près. C'est tellement opaque la finance que pas grand monde essaye de comprendre la chose...et en général on fait confiance aux notes données aux différents acteurs et produits du monde de la finance par les si bien nommées agence de notations ! En l'occurrence tous nos produits financiers établis à partir des créances pourries des pauvres avaient la meilleure note jusqu'au dernier moment !

H.V : Je ne comprends pas, chez nous ceux qui donnent une note sur un travail ou un produit c'est qu'ils sont compétents pour le faire, or là si j'ai bien compris vos agences de notations elles ne sont pas capables de noter correctement ce qu'elles doivent noter ! Elles ne doivent plus avoir aucune crédibilité aujourd'hui non ?

H.M : (rires) Les agences de notations c'est nous ! Et t'inquiète elles ont jamais été aussi crédibles, leurs dirigeants sont même décorés des plus hautes distinctions depuis !

H.V :

H.M : Enfin quand je dis « c'est nous » je vais un peu vite, c'est pas nous qui dirigeons officiellement ces agences. Ce qu'il faut rappeler c'est qu'elles sont payées pour noter la consistance d'acteurs ou de produits financiers, et c'est ceux qui demandent à être notés qui les payent. Et vu qu'on est leur principal client et ben on peut dire que ce sont nos employés....

H.V : Attend on résume parce que là j'ai peur de ne plus pouvoir suivre : tout ce que tu me racontes là ça vous a permis de vous enrichir, mais en quoi ça a appauvri les pauvres ?

H.M : Sois pas si impatient, j'y viens justement. Vu que tout d'un coup toutes les banques se sont retrouvées avec des trous énormes dans leurs comptes, de par la disparition des créances pourries dans leurs actifs, il fallait faire quelque chose..

H.V : Les mettre en faillite ?

H.M : Pfff...évidemment que non, c'est nous les banques ! Je me demande des fois si tu n'es pas venu pour me donner une leçon d'humanisme plutôt que pour prendre des conseils sur la manière d'asseoir une oligarchie ! Maintenir l'oligarchie c'est maintenir les banques, coûte que coûte ! Donc la seule solution

c'était de faire chauffer la planche à billets comme jamais, de manière à ce que la banque des banques, la FED pour être précis, rachète tous les actifs pourris et au prix fort tant qu'à faire ! Quand je pense à tout le pognon qu'on a engrangé via cette manip ' ça me ferait presque monter les larmes aux yeux !

H.V : Ok ! En fait quand la FED rachète vos merdes au prix fort c'est là que vous appauvrissez les pauvres !

H.M : Non, pas de suite, ça aurait été trop brutal et le but c'est quand même que l'appauvrissement des pauvres passe inaperçu. La FED c'est nous aussi, un consortium de banques si tu veux, son pouvoir c'est de créer de l'argent sans être obligé d'en prêter...en gros si une banque veut créer de l'argent elle en prête, la reconnaissance de dette suffisant à faire passer le montant du prêt dans ses actifs. Mais si tu veux créer de l'argent alors que personne ne veut emprunter, seule la FED peut en créer. On parle de planche à billets en référence à l'époque où il fallait imprimer l'argent, aujourd'hui en fait, grâce à la virtualité de l'argent, il suffit de rajouter quelques octets sur un disque dur et tu crées l'argent que tu veux, enfin à condition d'être la FED, sinon t'as pas le droit.

H.V : Et donc ?

H.M : On a attendu deux trois ans et là on a déclaré la FED en faillite, vu qu'elle croulait sous les actifs pourris c'est logique, et c'est le trésor public qui s'est porté garant. On a fait ça il y a quelques mois seulement, le 6 janvier 2011, et c'est passé comme une lettre à la poste !

H.V : Le trésor public ?

H.M : Ouais, je te parlais de la fiscalité tout à l'heure, donner une partie de sa thune pour la collectivité. Ben si nous on est pas obligé d'y souscrire grâce aux paradis fiscaux, les pauvres eux ils ont pas le choix...quelque part c'est leur manière à eux de collectiviser leurs moyens pour s'organiser et établir des structures dites « publiques » c'est-à-dire utiles à tous et transmissibles aux générations futures, la définition même de ce qu'il faut empêcher pour asseoir l'oligarchie !

H.V : Tout devient clair désormais ! Vous avez créé de l'argent virtuel, qui a engendré une montée des prix immobiliers artificielle, quand ça s'est vu vous avez à nouveau créé de l'argent virtuel pour compenser, et puis vous avez refilé le bébé aux pauvres via le trésor public...c'est ça ?

H.M : Exactement ! T'entendre dire ça me rappelle à quel point on est géniaux ! Donc grâce à cette chaîne de traitement

brillante on est à un stade où les structures publiques ne vont plus pouvoir tenir sous le poids du gros bébé qu'on leur a refilé... On va donc pouvoir les racheter pour une bouchée de pain et profiter de leur efficacité. On compte le faire petit à petit service par service et région par région pour minimiser les risques de révoltes.

H.V : Ok je vois que la boucle est bouclée....mais ce que je n'arrive pas à comprendre c'est comment les pauvres, qui sont membres d'une espèce intelligente, ne comprennent pas tout ça...car quand même entre l'argent virtuel, les paradis fiscaux, les agences de notations, le transfert de la dette au trésor public, ils sont obligés de se poser quelques questions non ?

H.M : Ben non, il suffit de ne pas dire les choses telles que je viens de te les décrire mais les présenter différemment, en expliquant qu'il n'y a pas d'autres choix, que c'est pour le bien de tous, etc, etc. L'argument fatal c'est de dire que c'est bon pour la croissance ! C'est un argument brillant car la croissance par définition c'est bien, c'est mieux que la réduction, tout du moins sémantiquement parlant ! De la même manière que dire « vive la liberté » reçoit l'approbation de la majorité, quand bien même la notion de liberté est des plus floue, et ben dire « vive la croissance », bien qu'elle ne concerne finalement que les oligarques, n'engendre que très peu de contestations !

H.V : C'est suffisant ? Vous n'êtes peut-être pas vraiment une espèce intelligente alors...ne te vexes pas j'essaie de comprendre c'est tout...C'est vrai que chez nous les informations circulent selon un réseau global accessible à tous et où chacun est émetteur et récepteur des informations peut-être que pour vous c'est différent ?

H.M : Si on a l'équivalent, c'est internet...on est d'ailleurs en train de regretter d'avoir sorti ce truc de nos cartons, mais les gens s'informant par ce biais restent largement minoritaires heureusement. Et toi tu me dis que c'est ce genre de réseau par lequel s'informent tous vos pauvres ?

H.V : Oui

H.M : Pour te retourner le compliment, c'est à se demander si vous êtes réellement une espèce intelligente...je veux dire, vouloir maintenir une oligarchie, c'est-à-dire une centralisation extrême du pouvoir de décision, et s'appuyer sur un système de communication décentralisé où chaque individu peut émettre de l'information me semble relever de la gageure ! Nous on conserve un système de communication hiérarchisée, où le

nombre d'entités pouvant émettre de l'information est limité comme la télévision la radio ou encore...

H.V : Désolé de vous couper la parole mais ce système d'information décentralisé, pour reprendre votre expression, nous a permis des avancées considérables dans nombre de disciplines et à tous les niveaux d'organisation de notre société, vous ne pouvez pas douter de notre intelligence sous prétexte que nous avons opté pour la généralisation de ce moyen de communication..

H.M : Oui c'est vrai, désolé si je vous ai offensé. Je voulais dire qu'il ne faut pas se tromper d'objectif : le but c'est quoi ? De développer la connaissance à travers l'ensemble de la population ou de maintenir une oligarchie ? Car il est clair que ces deux buts sont incompatibles ! Et vu que vous me demandez conseil sur les manières d'affirmer une hiérarchie, je vous fais part de notre savoir faire en la matière.

H.V : Vous avez raison, et je vous remercie des nombreuses informations pertinentes que vous m'avez fournies. Il va donc nous falloir revenir en arrière et trouver une justification à la mise en place d'un système d'information hiérarchisée, au détriment de celui existant chez nous en ce moment...

H.M : Et franchement si vous trouvez moyen de faire ça n'hésitez pas à nous dire rapidement comment vous avez fait, cela risque de nous être utile dans un proche avenir !

H.V : (sourire) Cela va de soit, entre voisins oligarques nous devons nous entraider !

H.M : Bon il nous reste un peu de temps pour discuter. Qu'allez vous faire chez vous désormais, car j'imagine que vous ne pouvez pas appliquer à la lettre la chaîne de traitement que je viens de vous exposer ?

H.V : Cela va de soit...je dois d'abord digérer toutes ces informations pour en faire une synthèse précise et voir comment je peux l'appliquer sur notre planète. Sur ce je dois y aller, notre conversation m'a en tout cas convaincu que je dois le plus vite possible retourner chez moi pour faire part de notre conversation à mes collègues. Je vous enverrai un message à la prochaine révolution terrestre (cf : 24 heures)

L'homme vert se leva brusquement et partit sur le champ...

L'homo mercantilis retrouva ses congénères le lendemain...ces derniers discutaient gaiement en arrivant dans la salle de réunion :

H.M2 : Décidément ton drive s'améliore de semaine en semaine !

H.M3 Oui il fallait bien que je m'entraîne pour te battre, je joue donc au golf tous les jours désormais ! Mais pour avoir ton put je dois encore m'accrocher (rires) »

H.M : Les mecs ma conversation avec l'alien était hallucinante il faut qu'on en parle !

H.Ms : ...

H.M : Il est venu me demander conseil pour maintenir sa populace car apparemment ils ont des soucis...le gars ne savait rien, ils ont même encore une monnaie indexée sur la matière !

H.M2 : Hahaha tu déconnes ?!

H.M : Non non je lui ai appris pleins de trucs, la base en gros... ce que je veux vous dire c'est que là, vu comment on les a aidé, aux prochaines négociations faudra être offensif pour qu'ils soient plus généreux en transfert technologiques !

H.M5 : Et tu lui a raconté quoi ?

H.M : Ben je suis parti de l'essentiel, les paradis fiscaux, le ... ah attendez il vient de m'envoyer un message, les mecs je vous le lit direct : « cher humain, ma mission était de vous consulter pour alimenter un débat global et grandissant au sujet de notre organisation : doit-on conserver une organisation oligarchique ou bien adopter une organisation non-hiérarchisée. Avant d'avoir le plaisir d'échanger avec vous, j'étais, comme nombre de mes congénères, très indécis à ce sujet. Je pense que grâce à vous le débat sera clos, car vous m'avez convaincu ! »

Vous avez vu les gars, le petit bonhomme vert il a bu mes paroles comme du petit lait ! allez je continue. « Dès que je serai arrivé je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour abolir

l'oligarchie et développer les bases d'une organisation non-hiérarchisée... » H.M devint soudain blême, il continua à lire le message mais en silence...un silence pesant parmi l'assemblée...

Voici la suite de ce message :

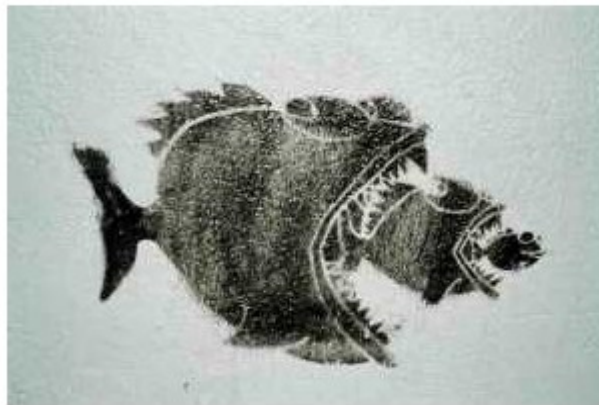
« Tout ce que vous m'avez dit a été des plus instructifs et, j'en suis sûr, convaincra immédiatement les dirigeants de mon espèce d'abandonner notre système actuel. Comme vous me l'avait rappelé « le but c'est quoi ? De développer la connaissance à travers l'ensemble de la population ou de maintenir une oligarchie ? Car il est clair que ces deux buts sont incompatibles ! ». La première option me paraît être celle qui est le plus en accord avec ce que l'on a compris de l'évolution physique de notre univers, et surtout de l'évolution de ce que l'on nomme les structures vivantes. Leurs organisations ne sont en rien pyramidales bien au contraire, et le transfert horizontal des informations entre les éléments composant leurs structures constitue un des éléments nécessaire au maintien et au développement de ces dernières ! Nous avons une haute estime de la vie, quelque soit sa forme, et votre planète est parmi les plus riche et équilibrée à notre connaissance. Je vous conseille vivement d'abandonner vos démarches actuelles et de préparer, en l'espace d'une génération, la mise en place d'un système non-hiérarchisé plus en accord avec le développement de votre espèce, si particulière. Je me permet de vous donner ce conseil car il est fort probable qu'une autre mission vous étant destinée parte dès mon retour, et si vous ne suivez pas mon conseil, cette visite risque d'être autrement moins discrète et autrement moins amicale. Il vous reste donc 9 ans pour réfléchir à mon conseil. »

Charles Aissani

Le malthusianisme moderne, corollaire naturel du capitalisme

Une vieille idée, remise au goût du jour, et aussi insidieuse qu'abjecte, tend à contaminer les esprits : l'accroissement de la population mondiale et la diminution des réserves de ressources naturelles menacent de concert l'équilibre planétaire. En d'autres termes, la planète va mal, et cela est le résultat d'une surpopulation mondiale. Cette idée n'est pas neuve, et fût pour la première fois formulée par le britannique Thomas Malthus, à la fin du XVIIIème siècle. Les récentes préoccupations écologiques ont redonné de l'actualité à cette idée qui tend à devenir un axiome populaire, malgré son caractère dangereux.

A l'origine, Thomas Malthus est un économiste, et développe cette théorie selon laquelle la pauvreté et la malnutrition ne sont pas liées à un système de protection sociale défaillant mais à une surpopulation qui devrait être régulée en fonction de la capacité de chaque individu à



assurer sa subsistance. Dans son *Essai sur le Principe de Population* (paru en 1798), il écrivait ainsi :

« Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille n'a pas les moyens de le nourrir, ou si la société n'a pas besoin de son travail, cet homme, dis-je, n'a pas le moindre droit de réclamer une portion quelconque de nourriture : il est réellement de trop sur cette terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couverts pour lui. »

Ainsi, la valeur d'un homme se mesure à l'aune de la « quantité de travail » qu'il peut fournir. S'il s'avère que cet homme « est un poids pour la société, » sa disparition est souhaitable et « logique ». Il va de soi que ce raisonnement s'en prend directement aux catégories les plus pauvres, qui seraient responsables, de par leur prolifération, de leurs malheurs. Cette idée inspira directement ce que l'on nomme le « darwinisme social », concept politique érigeant le principe de sélection naturelle comme seule loi entre les

hommes. La société humaine aurait alors pour principe de s'améliorer, non par la coopération des hommes entre eux, mais par le résultat de leurs conflits incessants d'où émergeraient « naturellement » les plus forts face aux plus faibles, les dominants face aux « inaptes ». Il est évident que l'ensemble de ces doctrines vont frontalement à l'encontre de l'effort de civilisation, promettant la sauvagerie eugéniste comme perspective, le conflit entre les hommes comme seul facteur de progrès, la mort comme politique publique.

La résurgence de ces thèmes représente une menace pour

l'ensemble de l'édifice civilisationnel qui se fonde sur la coopération humaine plutôt que sur l'affrontement inter-individuel. Ces thèses sont une menace, non parce qu'elles se fondent sur un raisonnement valide ou rationnel – ce n'est pas le cas – mais parce qu'elles

excitent les instincts sado-masochistes des masses, instincts sous-jacents mais toujours agissants. Mais surtout, elles constituent un écran de fumée idéologique, servant à occulter habilement la réalité coupable d'un capitalisme intrinsèquement destructeur. Le malthusianisme moderne n'est donc rien de moins que l'alibi démographique d'un système économique défaillant. La menace qui pèse sur la biosphère est réelle. Mais elle n'est pas imputable à l'espèce humaine, mais à un mode de production qu'elle a généré et dont elle peine maintenant à se débarrasser. Le problème n'est donc pas démographique, mais essentiellement politico-économique, et c'est cette réalité que cherchent à cacher les tenants de la « dénatalité » qui feignent d'ignorer la responsabilité immense du productivisme capitaliste, et de la logique de croissance économique qui condamne l'ensemble des sociétés modernes à la guerre et à l'extinction.

Vincent Vaublin

Le 15 Septembre, on fait sauter la Banque !

15 Septembre 2008 : La Banque américaine Lehman Brothers faisait faillite. Cet évènement marqua le début de la « crise financière » des *subprimes* qui entraîna d'autres faillites d'institutions financières qui avaient investi leurs actifs dans des « produits financiers toxiques ». La panique qui en résulta entraîna les puissances publiques du monde entier à s'endetter de façon colossale, auprès des banques et marchés financiers, pour sauver d'autres banques de la faillite en les renflouant.

Tout naturellement, les Etats qui se sont endettés pour sauver ces banques se sont rapidement trouvés en situation critique de quasi-défaut de paiement. Incapables de se refinancer en faisant appel à l'émission monétaire (procédé jadis naturel puisque régalien, aujourd'hui interdit depuis 1913 aux Etats-Unis, et depuis 1973 en France), ils ont entrepris des « plans de rigueur budgétaire » asphyxiant encore d'avantage l'économie réelle et livrant les patrimoines publics aux spéculateurs, véritables rapaces dont le cynisme n'a manifestement aucune limite. Ce véritable putsch du cartel bancaire trouve en France sa réalisation ultime dans la « règle d'or », dont j'ai eu l'occasion d'évoquer la nature abjecte dans un article précédent, « Instituer la règle d'or : Abattre l'arbre des possibles ».

Ce rapide résumé de la situation ne peut que révolter les citoyens sincères qui ne peuvent se résoudre à voir la souveraineté de la France ainsi livrée aux spéculateurs apatrides ; il ne peut qu'exaspérer les millions de



travailleurs Français qui sont contraints, quotidiennement, de verser une part grandissante du fruit de leur labeur à l'Etat, Etat qui, dans une posture schizophrène (et coupable), continuera à ponctionner notre Peuple pour enrichir des institutions financières et contribuer de ce fait à pérenniser un système

absurde qui détruit l'économie réelle et les patrimoines publics. Face ce putsch bancaire, nous devons résister. Cette guerre de la Banque, contre les Peuples qu'elle entend mâter, met en lumière la totale inadaptation des moyens classiques de résistance politique. Ce n'est pas par des manifestations ou par de quelconques pétitions que nous ferons plier un pouvoir bancaire aux ramifications nombreuses et aux auxiliaires zélés.

Et c'est parce que nous sommes désarmés, et donc désespérés, que l'oligarchie politico-financière peut se livrer à ce pillage abjecte. Cette analyse, je ne suis pas le premier à la faire, et elle fut notamment exprimée à l'occasion du premier BankRun organisé, le 7 Décembre 2010, qui eu un succès relatif mais qui eu au moins le mérite de poser les jalons d'une nouvelle forme de résistance, en ébauchant ce que pourrait être une dissidence économique organisée.

En ces temps d'imposture politique, où les gouvernements et le pouvoir bancaire travaillent ensemble aux pillages des Nations et à la destruction des souverainetés populaires, il semble urgent d'organiser la riposte populaire, par une dissidence économique et

politique organisée et coordonnée, comme nous avons commencé à le faire par le Projet Spartacus.



Le 15 Septembre prochain, 3 ans jour pour jour après la faillite de Lehman Brothers, nous réaliserons un nouveau BankRun. Nous devons nous mobiliser en masse, mobiliser nos réseaux respectifs, et converger dans cette action commune de dissidence économique : fermer nos comptes et livrets bancaires, retirer un maximum

d'argent aux distributeurs de billets, et créer ainsi un « effet boule de neige » susceptible de s'accroître, de s'autoalimenter, pour menacer véritablement le pouvoir bancaire en le privant de liquidités.

J'espère pouvoir compter sur le soutien des organisations Françaises de résistance, sur celui des sites internet et des blogs, pour relayer cet événement. Tous les dissidents Français sont invités à y participer activement, à diffuser ce message, par mails ou par les réseaux sociaux. Sur le terrain, les Brigades de la Dissidence vont propager ce message par le biais d'une affiche réalisée spécialement pour l'occasion. Le BankRun du 15 Septembre devra être une action de grande ampleur, concrétisant notre volonté de dissidence économique et notre résistance à l'hégémonie du pouvoir bancaire.

Le 15 Septembre, on fait sauter la Banque !

Vincent Vauclin, le 29 Aout 2011

Les chiffres ne mentent pas

A chaque numéro, nous publions une sélection des chiffres pour décrypter l'évolution et les mécanismes du Système...

975 000 € :

C'est finalement la somme qu'aura obtenu Raymond Domenech de la FFF après son licenciement.

4 701 000 :

C'est le nombre de chômeurs en France, toutes catégories confondues, en Juillet 2011.

Si on prend en compte les + de 55 ans et les DOM-TOM, on frôle les 6 millions...

8,2 Millions :

C'est le nombre de Français, qui vivent sous le seuil de pauvreté (avec moins 954€/mois) au moment de l'entrée dans la crise de 2009. Pour rappel en 2008 le nombre de personnes sous ce seuil était de 7,8 millions.

35% :

C'est la part du pétrole libyen dont l'exploitation aurait promise par le « CNT » à la France en échange de son soutien « total et permanent ».

1900 \$:

C'est le prix qui a été atteint par l'once d'or à la fin Aout 2011, un record historique.

A noter que depuis le 1er Septembre, le gouvernement Français a interdit le paiement en espèces lors de l'achat d'or ou d'argent.

4000 Milliards \$:

C'est, en un mois de crise financière, la somme qui s'est volatilisée sur les marchés.

30 à 50 milliards \$:

C'est, selon la FAO, la somme qu'il suffirait de consacrer par an pour éradiquer la faim dans le monde.

La Guerre de Libye ou l'effondrement moral de l'Occident

« Morale » est un mot emprunté au latin *moralis* qui signifie « relatif aux mœurs ». Au XV^{ème} siècle, ce terme qualifiait ce qui concerne les mœurs, ce qui était conforme à l'éthique. Aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles viendra s'ajouter un sens nouveau – celui fondé sur l'opinion, la croyance et non plus sur des faits rigoureux ou un raisonnement.

(D'après Alain Rey dans le Dictionnaire historique de la Langue française).

La morale a donc un sens proche de la religion. C'est un ensemble de croyances et de comportements usuels permettant de créer un lien social, une cohésion sociale, nécessaire à la pérennité d'un groupe humain et de son organisation.

La bonne morale n'a donc rien d'universel. Elle est propre à un groupe humain donné, celui-ci possédant des mythes partagés par la totalité de ce groupe et surtout associés à des pratiques communes visibles de tous – pratiques scellant une appartenance. Se cacher le sexe, se voiler la tête pour les femmes, porter un couvre chef spécifique ou des vêtements spécifiques, aller à l'église ou à la mosquée font parties des pratiques morales démontrant une appartenance.

Il faut que les mythes et les pratiques soient partagés par la totalité du corps social envisagé pour que l'on puisse parler de morale. Si ces mythes et pratiques associées finissent par ne plus être partagés par tous dans ce groupe, alors celui-ci se délite et disparaît en temps que groupe culturel et politique distinct. On peut parler d'ordre moral ou, de façon plus



moderne, d'idéologie dominante pour qualifier le même phénomène.

Il est très important de se rendre compte que les mythes qui inspirent une morale n'ont, non seulement pas besoin d'être démontrés, mais qu'ils fonctionnent d'autant mieux qu'ils sont éloignés de la vraisemblance, du simple bon sens –

comme, par exemple, le mythe de « l'immaculée conception ».

En effet, plus un mythe moral est éloigné du bon sens et du vraisemblable, plus il fonctionne car chaque membre du groupe faisant un effort pour l'admettre sera dès lors d'autant mieux accepté au sein de ce groupe. Il croit des invraisemblances comme les autres, il respecte la morale commune, il est membre du groupe.

On observe que les mythes moraux d'un groupe donné ne sont pas forcément ceux d'un autre groupe. Ce qui est « parole d'évangile » pour les uns n'est que baliverne pour les autres. Les uns et les autres étant bien démarqués dans leur appartenance. On voit également dans l'histoire, que si il est immoral de tuer un membre de son groupe, il est parfaitement admis voir conseillé de tuer un membre d'un groupe différent, le « Tu ne tueras point » chrétien ne s'appliquant qu'aux chrétiens. Durant les croisades les chrétiens pouvaient tuer des musulmans sans qu'il n'y ait transgression à la morale chrétienne, il n'y avait pas péché.

Faut-il encore cependant pour qu'un ordre moral soit respecté, que le pouvoir qui l'a généré soit respectable et que le peuple respectant ce pouvoir sente qu'il y va de son intérêt. L'un – le pouvoir – ne peut aller sans l'autre – la morale.

Un ordre moral et social est construit souvent en trois parties : un pouvoir temporel, un pouvoir clérical et le peuple respectueux.

Le pouvoir temporel est toujours « *in fine* » militaire car sans force ni contrainte, point de pouvoir. Puis viennent les clercs, les intellectuels qui théorisent l'ordre moral en produisant les mythes, et en dernier ressort le peuple qui respecte l'ordre. Le peuple travailleur est soumis à deux terreurs – celle de la transgression morale qui va l'exclure de la communauté et celle de la répression physique.

A partir du 11^{ème} siècle, l'église théoriserait et imposerait ces trois ordres en occident sous les termes « *Bellatores* » pouvoir militaire, « *Oratores* » les clercs qui donnent la « Parole d'Évangile » et les « *Laboratores* » ceux qui travaillent et respectent.

Une société parfaitement idéale sera ainsi construite avec les mythes chrétiens forgeant pour longtemps le cadre de la société occidentale. L'histoire nous apprend que les mythes moraux s'effondrant, l'ordre social s'effondre avec eux.

Pourtant nous constatons également des éléments de la morale ancienne demeurent toujours dans la nouvelle. Un ordre moral met certainement plusieurs milliers d'années avant de ne plus laisser de trace. Le langage en garde de nombreuses évocations. Par exemple le mot père n'a pas pour étymologie géniteur, mais celle de prêtre (pater). Dans la Grèce antique, le chef de famille – aussi géniteur, mais pas exclusivement – était le prêtre de la religion domestique, celle qui vénérât les ancêtres. La morale n'a retenu que le « pater » glissant de prêtre à chef de famille puis à géniteur.

Quelques points d'histoire.

Au 12^{ème} siècle, après les désordres des grandes invasions et l'avènement de la « Paix de Dieu » qui mit un terme aux guerres privées en Europe occidentale, l'église catholique

s'impose finalement comme seule et unique pourvoyeuse de morale. Elle devient la garante de la pensée conforme et d'un ordre social très cohérent. Les mythes chrétiens et les pratiques chrétiennes sont les seuls admis par la société. Des villages se forment partout en France et en Europe avec des maisons serrées autour de l'église et du château seigneurial, pouvoir spirituel et pouvoir temporel s'associant pour construire « Le Pouvoir » et sa morale. Le curé et le seigneur donnent la « parole d'évangile »

L'ordre moral de ce que l'on appelle l'ancien régime, fondé sur la souveraineté royale et le pouvoir local de la noblesse commence à s'effondrer en France à partir du début du 18^{ème} siècle. Le peuple sera confronté à de nombreuses difficultés lors de la fin du règne de Louis XIV avec des guerres incessantes, broyant des milliers de soldats, des famines récurrentes et les dragonnades qui marqueront le début d'un irrespect – c'est à dire d'une rupture d'avec l'ordre moral – qui ira en s'amplifiant. Déjà, la mort du roi Louis XIV donnera lieu à des manifestations d'hostilité envers sa personne pourtant quasi déifiée. Son catafalque parcourant le chemin de Paris à Saint Denis où il devait être enterré sera couvert de crachats et d'ordures.

Durant les règnes de Louis XV et Louis XVI, de très nombreux pamphlets paraîtront et circuleront ridiculisant et fustigeant le pouvoir royal et la noblesse frappée par de nombreux scandales comme celui du collier de la reine Marie Antoinette. Le respect de ce qui était auparavant vénéré n'existait plus – les grands pouvaient être trainés dans la boue. Les idées de la révolution française se sont ainsi engouffrées dans les esprits grâce à l'affaiblissement de la morale ancienne, un ordre moral nouveau allait s'affirmer. On remarque que les révolutionnaires français s'en prenant autant aux mythes chrétiens qu'au pouvoir de la noblesse, cherchaient à remplacer la croyance dans le dieu chrétien par celle d'un être suprême.

Ce nouvel ordre moral mit plus d'un siècle à s'imposer et à dominer la société. Au cours du 19^{ème} siècle, la morale chrétienne liera son destin en France à celui des royalistes. En

1905, les lois laïques de séparation de l'église et de l'état viendront mettre un terme définitif à l'implication de l'église catholique dans l'enseignement de la morale publique et dans le pouvoir politique.

Un nouvel ordre moral va naître au 19ème siècle et s'affirmer dès le début du 20ème siècle. La « Parole d'évangile » ne sera plus l'attribut du curé du village, mais celui de l'instituteur « hussard noir de la république ». Des cours de morale et d'instruction civique seront dispensés dans toutes les écoles publiques. « L'oisiveté est mère de tous les vices » ou « l'argent ne fait pas le bonheur » ou « donner sa vie pour la patrie », concepts ânonnés par nos chères têtes blondes en blouse grise remplaceront le « Notre Père ». Mais aussi le colonialisme et la supériorité de la « race » blanche seront promus. Les soldats de la guerre de 14-18 imbus de cette morale « républicaine » n'hésiteront-ils pas à se sacrifier pour la patrie ? Non. Ils tombaient pour des marchands de canon, mais ils croyaient vraiment se sacrifier pour la patrie et beaucoup en sont mort. Un ordre moral anime toujours ceux qui le respectent jusqu'au sacrifice suprême.

Au cours du 20ème siècle, un nouvel ordre moral va naître, croître puis s'imposer, celui de la presse et des médias. Avec la « liberté de la presse » et la radio dans tous les foyers, la « Parole d'évangile » passera de l'instituteur au journaliste. Orson Wells illustrera ce pouvoir de la presse (écrite) dans le merveilleux film : « Citizen Kane ». Il réussit à démontrer le pouvoir de la radio en créant une panique monstre par l'annonce d'une attaque de martiens le 30 avril 1938.

Mais c'est à partir des années 50 et 60 du 20ème siècle que s'affirme un nouveau média, la télévision comme moyen imparable de diffusion de ce qui doit être cru. Une société du spectacle émerge de la société républicaine qu'elle enterre au plus vite. La nouvelle classe cléricale est produite par ce que l'on appelle maintenant les médias. Nous voyons que ce nouvel ordre moral est basé sur l'apparence. Le spectacle et sa mise en scène, deviennent primordiales pour remplacer la dure réalité de vie. Être vu médiatiquement, c'est exister puisqu'on emploie le terme terrifiant « d'anonymes », sans

nom – donc sans existence – pour qualifier ceux qui n'y apparaissent jamais. Ce paraître médiatique est le tropisme absolu, puisque celui qui n'y paraît pas – l'anonyme – n'a pas d'existence sociale en tant qu'individu libre de son corps. Le média devient donc l'église des églises, l'ontologie suprême. Il ne s'agit plus de paradis ou d'enfer après la mort, mais de paradis sur terre, c'est à dire d'existence même – une existence qui ne peut se produire que dans l'apparence médiatique – ou d'enfer sur terre, la non existence dans l'anonymat de la masse. Il n'y a plus que deux côtés de la barrière comme deux côtés de la vie. Celle-ci se résumant à l'écran de télévision, ceux qui se trouvent derrière l'écran espèrent de toutes leurs forces y rester, et ceux qui se trouvent devant espèrent de toutes leurs forces passer derrière.

Cet ordre moral nouveau devient aussi efficace que la crainte de l'enfer et l'espoir du paradis de l'ordre ancien. Grâce à une fiction spectaculaire permanente produite par ces nouveaux « Oratores » et qui remplacent la réalité, les « Bellatores » peuvent exercer et massacrer physiquement les déviants dans de nouvelles croisades, non plus pour l'amour et le bien de Dieu mais pour une cause « humanitaire » de spectacle.

Le peuple aujourd'hui croit aussi simplement et naturellement ce que disent les nouveaux « Oratores » de la télévision – journalistes, faux philosophes, saltimbanques, experts etc... – que ce que pouvait dire le curé du village au 12ème siècle en occident. Massacrer en masse, appeler au meurtre de l'autre, le déviant n'est pas plus irrespectueux envers la morale commune qu'il ne l'était du temps des croisades quand la totalité de la population de Jérusalem fut massacrée (musulmans, juifs et chrétiens) Dieu devant finalement reconnaître les siens. Il est à noter que l'extrême violence des massacres de masse s'est considérablement accrue avec les moyens techniques modernes, les mitrailleuses à tir rapide des hélicoptères de combat laissant beaucoup moins de chance aux déviants que la simple épée du chevalier.

Les institutions du pouvoir réel flottent sur cette fiction, savamment entretenue par les nouveaux clercs. Les partis politiques, les « représentants » du peuple, la justice, les

banques, le gouvernement, le « président de la république » devenu chef de l'état. Tout ce monde institutionnel, ossature de la société « surfe » sur le média avalisant les mythes devant être cru, trop heureux d'exister du bon côté de la barrière écran. Pourtant, comme aucune construction morale n'est pérenne, celle-ci comme les autres est appelée à disparaître, engloutissant dans le même flot l'ensemble des institutions composant notre monde occidental.

Une étape historique, le 11 septembre 2001.

Ce jour là – comme d'habitude – il est demandé au peuple global de croire une baliverne. Cependant cette baliverne est énorme, plus énorme que d'habitude en regard du bon sens usuel et va créer une tension de crédibilité voir une fracture. Les « Orateurs » auraient-ils présumé de leur force de persuasion ? On nous demande de croire, entre autre, qu'un avion de ligne de 30 mètres d'envergure piloté par des « terroristes » aurait percuté un bâtiment quasiment au niveau du sol, sans l'endommager ce sol. Cet aéronef aurait disparu en se vaporisant, ne laissant aucun débris (selon la version officielle), ni moteurs, ni acier, ni titane. Rien. Néanmoins des corps auraient pu être identifiés. Le dit « avion de ligne » n'a laissé qu'un orifice de 3 mètres de diamètre, (sur 30m d'envergure) parfaitement circulaire perçant trois ailes de bâtiment consécutifs. C'est évidemment impossible au premier examen de l'histoire. L'ensemble des attentats du 11 septembre 2001 raconté par la version médiatique officielle est du même acabit, des balivernes incroyables, que des phénomènes inédits dans l'histoire de la physique des matériaux. Ces faits deviendront le prétexte au déclenchement d'une série de guerres coloniales. Dans un premier temps, l'ordre moral fonctionne parfaitement. Tout le monde croit l'incroyable. L'ensemble des institutions du monde le valide sans aucune exception. Tous les partis politiques même ceux présentés comme contestataires – comme en France le PCF – croient. Toute la presse écrite croit. Tous les chefs d'états du monde croient. Une croyance universelle voit le jour : on ne peut remettre en cause « l'Amérique » sans remettre en cause le monde même et sans se remettre ontologiquement en cause. Sauf que... un tout petit groupe et une personnalité – un grain

de sable seulement – s'introduisent dans les rouages pourtant bien huilés du « mainstream ». Le Réseau Voltaire et son président – Thierry Meyssan – proclament que « le roi est nu » et que l'incroyable est vraiment incroyable. Il y a toujours eu des déviants dans tout ordre moral, et l'intervention de Thierry Meyssan aurait été insignifiante si il n'y avait pas eu la puissance informationnelle naissante de l'internet. Bien entendu ce fut long. Il fallut pas loin de 10 ans pour que le peuple global finisse par douter, mais désormais, il doute enfin – du moins en grande partie. Le peuple global s'est maintenant divisé en deux groupes de croyance établissant deux morales en opposition. D'une part on trouve ceux croyant dans les médias institutionnels et d'autre part ceux doutant de ces médias et tentant de trouver la vérité sur l'internet. En effet, de très nombreux sites de médias alternatifs ont vu le jour grâce au Réseau Voltaire.

Aujourd'hui, le maître mot pour qualifier les journalistes – nouveaux curés de la religion médiatique est mensonge ! Mensonge. Combien de fois voit-on ce mot repris sur la toile. Mensonge pour une « Parole d'évangile » Il y a bien quelque chose de brisé dans l'édifice moral.

La guerre de Libye ou l'aboutissement du mensonge médiatique comme arme de guerre – prélude à l'effondrement de la morale occidentale.

Le but réel de la guerre de Libye est purement crapuleux, voler simplement les richesses du peuple libyen et mettre la main sur les considérables avoirs bancaires en or et en fonds réels alors que les avoirs des voleurs anglo-saxons ne sont plus que vent.. Il n'est pas simple de transformer un crime crapuleux en guerre humanitaire, Bernard-Henri Lévy, clown sinistre de la mort annonçant, tel un ange déchu, la fin du monde, va s'y attacher.

Toute construction humaine, idéologique, étatique ou médiatique connaît une apogée avant de s'effondrer. Les mensonges du 11 septembre ayant globalement rempli leur fonction, l'empire ayant pu envahir l'Afghanistan et l'Irak grâce à ce prétexte sans trop de dommages – quoi qu'avec quelques petits soucis quand même – il décida de monter une

nouvelle légende afin de pouvoir mettre un terme à la Jamahiriya libyenne, dont il convoitait les richesses depuis fort longtemps. Il décida d'utiliser le « journalisme » non plus comme supplétif, chargé de valider une opération à posteriori comme avec le 11 septembre, mais d'utiliser ce média comme moyen principal d'action militaire. Le « journalisme » étant chargé, cette fois-ci, de monter la légende au préalable.

Le montage de la légende impérialo-journalistique fut facilité par les manifestations de mécontentement qui l'ont précédé en Tunisie et en Égypte. Bien qu'un coup d'état militaire avait été planifié quelques mois auparavant, ces manifestations n'ayant donné lieu à aucun changement notable dans ces deux pays, elles furent utilisées pour en opérer un véritable en Libye.

Bien évidemment les « journalistes » de l'empire ont été chargés de fournir une information complètement différente de la réalité à chaque étape du processus. Je n'ai pas l'intention de décrire exhaustivement ce processus ce qui serait fort long pour ma démonstration. J'en évoquerai seulement quelques points.

1er mensonge des journalistes impériaux – les manifestations.

Partout dans le monde, on trouve des manifestants, voire des émeutiers comme nous l'avons vu récemment à Londres. Le premier coup porté par l'Empire en Libye fut d'avoir introduit des hommes en armes (visibles sur de nombreuses vidéos) parmi les manifestants et d'avoir placé des « snipers » sur les toits pour tirer à la fois sur la foule et sur la police. Le même procédé fut utilisé en Syrie. La foule armée fut conduite par des éléments pilotés par l'Empire – en l'occurrence Al Qaïda – pour attaquer casernes et postes de police. Bien évidemment – et cela vaut pour tous les pays – ceci déclenche obligatoirement un réflexe de répression chez les autorités ainsi attaquées.

2ème mensonge des journalistes impériaux – la répression.

Il fallait un prétexte pour déclencher une intervention militaire, car les émeutes armées n'ont pas suffi à renverser la

Jamahiriya – puisque tel était le but pour mettre la main sur le magot. Ainsi, on inventa de toute pièce la légende des bombardements. Personne ne les a vus, les Russes malgré leurs moyens d'inspection par satellite n'ont rien vu et, désormais, « Amnesty International » nie qu'ils aient bien eu lieu. Mais le mal était fait. Les USA utilisant leurs moyens de pression et de corruption habituels ont obtenu un vote de l'ONU leur permettant d'installer une zone d'exclusion aérienne.

3ème mensonge des journalistes impériaux – les bombardements

La force militaire de l'OTAN – c'est à dire des USA – s'étant appropriée l'organisation de la zone d'exclusion aérienne, les avions furent utilisés non pas pour protéger des populations non menacées, mais pour attaquer militairement l'armée de la Jamahiriya, et pour procéder ensuite à des bombardements de terreur sur des installations civiles, afin de détruire les infrastructures du pays et de tuer les dignitaires du régime ainsi que leur famille.

4ème mensonge des journalistes impériaux – l'attaque au sol.

Tout ce qui précède n'ayant eu aucun effet et l'action militaire des « rebelles » s'étant avérée peu efficace, il fut décidé d'aller plus loin encore. La force armée de l'OTAN organisa une véritable intervention terrestre. Conformément d'ailleurs aux vœux de notre guerrière bio : Eva Joly. Une véritable invasion terrestre fut donc organisée et les opérations militaires furent en fin de compte prises en main directement par l'OTAN.

Furent employés :

- Des hélicoptères de combat type Apaches US. La France n'en possède pas. Cette force armée fait partie dans tous les pays de l'Armée de Terre.
- Des troupes au sol. En France, le 2ème Régiment Étranger de Parachutistes (REP).
- Le COS, dès le début (Commandement des Opérations Spéciale.)

Des troupes d'infanterie du Qatar et leurs blindés avec leurs officiers dont le chef fut fait prisonnier par les loyalistes.

De l'armement fut livré en masse aux pseudo rebelles en contravention avec la résolution de l'ONU.

Les attaques rebelles efficaces des derniers temps marquant un changement de stratégies se déroulaient toujours selon le même scénario, préparé avec les « journalistes » embarqués, toujours à la tombée de la nuit. Une forte préparation aérienne des chasseurs bombardiers et des drones de l'OTAN détruisaient tout ce qu'ils pouvaient mais sans grande précision. Puis les hélicoptères d'attaques pouvaient atteindre les défenseurs grâce à leurs mitrailleuses à tir rapide. Enfin, des commandos faisaient leur entrée, composés des islamistes radicaux d'Al Quaïda aguerris aux combats et encadrés par des officiers de l'OTAN – souvent français.

Face à ce déluge, l'armée libyenne a toujours reculé faute de pouvoir résister. Les places des villes conquises étaient prises au moment du journal de 20 h, suivant des « rebelles » de théâtre qui plaçaient des drapeaux un peu partout et annonçaient la place prise. La nuit venue, une fois les forces de l'OTAN retirées, l'armée libyenne reprenait généralement le terrain perdu.

5ème mensonge des journalistes impériaux l'attaque de Tripoli et le massacre.

Le scénario précédent s'étant avéré peu efficace, une escalade nouvelle fut convenue dans l'attaque au sol sur Tripoli, autant en moyens aériens qu'en hommes sur le terrain.

La première attaque sur Tripoli fut repoussée et notamment un régiment Qatari fut détruit et son chef fait prisonnier. Face à ce premier échec, il fut décidé de mettre le paquet le deuxième jour et de ne plus chercher à épargner qui que ce soit.

Des bombardements intensifs, des chasseurs bombardiers, des drones et l'utilisation massive des hélicoptères d'attaque firent entre 3 et 5000 morts parmi la population de Tripoli, un massacre soigneusement caché par nos « journalistes » impériaux.

6ème mensonge des journalistes impériaux, les « rebelles ».

Les journalistes non impériaux ont pu constater que l'attaque sur Tripoli fut menée par deux forces terrestres

D'une part des troupes du Qatar vite décimées, d'autre part des troupes d'Al Quaïda encadrée selon mes sources sur place par des officiers français. Les « rebelles » de théâtre n'étant bon qu'à tirer en l'air.

7ème mensonge des journalistes impériaux – le mélange des fonctions de « journalisme » et de renseignement en une seule.

Au cours de cette guerre, nous avons constaté ce que nous pressentions depuis longtemps. De vrais « journalistes » de vrais médias s'étaient mêlés à des agents de renseignement à qui l'on a hâtivement fourni une carte de presse. Ces couples de vrai faux « journalistes » étant chargé d'identifier des cibles, des les éclairer au laser à l'usage des bombes guidées et de placer les balises des missiles de croisières chargés d'assassiner telle ou telle personnalité.

Quelle différence avec le 11 septembre 2001 et pourquoi cette guerre de Libye marque-elle le début de la fin de « l'occident » ?

Si les mensonges médiatiques furent avalisés au soir du 11 septembre 2001 par la totalité du monde, hormis le minuscule groupuscule du Réseau Voltaire, la guerre de Libye et ses mensonges furent suivis par un très grand nombre d'observateurs scandalisés par l'étendue du mensonge médiatique. De plus, si le sacrifice de 3000 vies le 11 septembre 2001 fut une chose horrible, cette guerre de Libye fut quant à elle, un massacre innommable avec des exactions épouvantables commises par les pseudo rebelles et dont de nombreuses images ont pu être conservées. Ces dernières témoignent des décapitations au couteau de cuisine, des viols, des seins coupés des femmes, des tortures et des exécutions sommaires. Déjà un collectif d'avocats rassemble toutes les preuves des crimes de l'OTAN et sera capable très bientôt de produire un document sur ces faits. Les petits curés de l'église

médiatique se sont rendus coupables en Libye de complicité de crimes de guerre, crimes imprescriptibles et devront payer. Déjà la machine est en marche.

Derrière les commanditaires, les évêques et cardinaux médiatiques de cette néo-croisade sont également coupables de complicité de crimes de guerre et devront payer. Enfin, toute la classe politique UMP et PS notamment qui a avalisé cette guerre devra payer.

Un nouveau combat commence et durera certainement moins que dix ans, comme celui du 11 septembre. Dans ce combat, il n'y aura pas de survivant. « L'occident » impliqué totalement

dans ce crime et toutes ses institutions, politiques, médiatiques, régaliennes, n'y survivront pas car peuple a constaté que sa morale était criminelle et dangereuse pour lui et elle sera impitoyablement rejetée.

Sur fond de crise économique profonde, cette crise morale scellera la fin d'une domination multi-millénaire.

Autre chose naîtra à la place. Tant mieux.

Alain Benajam

www.alain-benajam.com

Lancement de DISSIDENCE-TV



Le 17 Aout dernier, la Dissidence a lancé sa Web-TV : DISSIDENCE-TV. Afin de permettre une réinformation accessible et efficace, DISSIDENCE-TV comporte 4 chaînes qui seront régulièrement mises à jour :

- **Analyses & Décryptages**
- **Complots & Vérités**
- **Expressions dissidentes**
- **La Dissidence – Vidéos officielles**

Afin de garantir son identité participative, cette Web-TV peut être enrichie par les apports de chacun. Si vous souhaitez proposer une ou plusieurs vidéos pour une ou plusieurs chaînes de DISSIDENCE – TV, rendez-vous sur le Forum Convergences : www.forum-convergences.com

Pour accéder à DISSIDENCE-TV, rendez-vous sur le site de la Dissidence : www.la-dissidence.org

La sélection culturelle

A chaque numéro, nous vous proposons une sélection culturelle éclectique, cinématographique, littéraire ou encore musicale.

Cinéma : « THX 1138 » de Georges Lucas (1971)

1er long-métrage de Georges Lucas, THX 1138 est sans doute l'un de ses plus subversifs. Le film se déroule dans un futur proche, dans des souterrains aseptisés où s'est développé une société totalitaire dans laquelle les individus sous contrôlés par des substances chimiques qu'ils ingèrent pluri-quotidiennement, et où l'identité de chacun est remplacée par un matricule de 3 lettres et 4 chiffres. Mais le matricule THX1138 va subir un dérèglement chimique qui va le bouleverser. La cause de ce dérèglement ? L'amour...

Livre : « Comprendre l'Empire » d'Alain Soral (2011)

Assurément le livre de l'année 2011, vendu à plus de 35 000 exemplaires malgré un boycott quasi-total des médias officiels... Alain Soral se livre dans cet essai à une révision historique pour y décrypter la lente et méticuleuse ascension de la Banque au sein des sphères du pouvoir. Une gouvernance mondiale qui atteint aujourd'hui son paroxysme...

Musique : Miles Davis (1926 – 1991)

Le plus grand. Compositeur et musicien de génie, à l'œuvre immense, il marqua le Jazz par un son unique, à découvrir à travers des albums comme « Tutu », « Sketches of Spain » ou « Kind of blue » !

Week-End militant du 23/24 Juillet

La Dissidence ne prend pas de vacances ! Les 23 et 24 Juillet dernier, les Brigades de la Dissidence ont ainsi pu mener une action commune d'affichage dans plusieurs villes de France : Angers (49), Strasbourg (67), Ottange (57), Martainville-Epreville (76), Beaumesnil (27) ou encore Vascoeuil (27)... Voici quelques photos de ce Week-End militant !



Nouvelle affiche : « Ils vous mentent »

La Dissidence s'est dotée de nouvelles affiches, et nous vous invitons à les découvrir sur le site de la Dissidence. Voici l'une de ces affiches, intitulée « Ils vous mentent » et qui vise à dénoncer les différents mensonges de l'oligarchie, qui participent tous à sa domination :

DETTE PUBLIQUE **ILS VOUS**
RETRAITES
11 SEPTEMBRE **MENTENT**
UNION EUROPEENNE

COMBATTONS L'OLIGARCHIE ET SES MENSONGES

LA-DISSIDENCE.ORG

La nouvelle Coordination Nationale de la Dissidence

Afin de renforcer son efficacité, la Dissidence s'est dotée d'une nouvelle Coordination Nationale, ainsi que d'un nouveau mode de fonctionnement. La Coordination Nationale de la Dissidence est maintenant réduite à une fonction d'exécution, toutes les décisions sont démocratiquement votées et débattues sur le Forum Convergences, en toute transparence :

www.forum-convergences.com

Coordinateur National de la Dissidence :

Vincent Vauclin

Animateurs chargés des Brigades de la Dissidence :

Andrew Benard ; Franck Delgado

Animateurs chargés de l'animation du Forum Convergences :

Lillia MC ; Thierry Hayard

Animateur chargé des contacts avec les autres organisations :

Laurent Brunet

La Déclaration Universelle des Droits de l'Animal

Le 30 Juillet dernier, la Dissidence a reconnu la Déclaration Universelle des Droits de l'Animal comme faisant partie de son socle de valeurs. La résistance au capitalisme ne doit pas se limiter aux questions socio-économiques ou politiques : la préservation de la Vie, sous toutes ses formes, est fondamentale. La Dissidence fait donc du combat pour le respect de la vie animale l'une de ses priorités.

La Déclaration Universelle des Droits de l'animal a été proclamée solennellement le 15 octobre 1978 à la Maison de l'UNESCO à Paris. Elle constitue une prise de position philosophique sur les rapports qui doivent désormais s'instaurer entre l'espèce humaine et les autres espèces animales. Son texte révisé par la Ligue Internationale des Droits de l'Animal en 1989, a été rendu public en 1990.

PRÉAMBULE :

- Considérant que la Vie est une, tous les êtres vivants ayant une origine commune et s'étant différenciés au cours de l'évolution des espèces,
- Considérant que tout être vivant possède des droits naturels et que tout animal doté d'un système nerveux possède des droits particuliers,
- Considérant que le mépris, voire la simple méconnaissance de ces droits naturels provoquent de graves atteintes à la Nature et conduisent l'homme à commettre des crimes envers les animaux,
- Considérant que la coexistence des espèces dans le monde implique la reconnaissance par l'espèce humaine du droit à l'existence des autres espèces animales,
- Considérant que le respect des animaux par l'homme est inséparable du respect des hommes entre eux,

IL EST PROCLAME CE QUI SUIT :

Article premier

Tous les animaux ont des droits égaux à l'existence dans le cadre des équilibres biologiques. Cette égalité n'occulte pas la diversité des espèces et des individus.

Article 2

Toute vie animale a droit au respect.

Article 3

1. Aucun animal ne doit être soumis à de mauvais traitements ou à des actes cruels.
2. Si la mise à mort d'un animal est nécessaire, elle doit être instantanée, indolore et non génératrice d'angoisse.
3. L'animal mort doit être traité avec décence.

Article 4

1. L'animal sauvage a le droit de vivre libre dans son milieu naturel, et de s'y reproduire.

2. La privation prolongée de sa liberté, la chasse et la pêche de loisir, ainsi que toute utilisation de l'animal sauvage à d'autres fins que vitales, sont contraires à ce droit.

Article 5

1. L'animal que l'homme tient sous sa dépendance a droit à un entretien et à des soins attentifs.
2. Il ne doit en aucun cas être abandonné, ou mis à mort de manière injustifiée.
3. Toutes les formes d'élevage et d'utilisation de l'animal doivent respecter la physiologie et le comportement propres à l'espèce.
4. Les exhibitions, les spectacles, les films utilisant des animaux doivent aussi respecter leur dignité et ne comporter aucune violence.

Article 6

1. L'expérimentation sur l'animal impliquant une souffrance physique ou psychique viole les droits de l'animal.
2. Les méthodes de remplacement doivent être développées et systématiquement mises en œuvre.

Article 7

Tout acte impliquant sans nécessité la mort d'un animal et toute décision conduisant à un tel acte constituent un crime contre la vie.

Article 8

1. Tout acte compromettant la survie d'une espèce sauvage, et toute décision conduisant à un tel acte constituent un génocide, c'est à dire un crime contre l'espèce.
2. Le massacre des animaux sauvages, la pollution et la destruction des biotopes sont des génocides.

Article 9

1. La personnalité juridique de l'animal et ses droits doivent être reconnus par la loi.
2. La défense et la sauvegarde de l'animal doivent avoir des représentants au sein des organismes gouvernementaux.

Article 10

L'éducation et l'instruction publique doivent conduire l'homme, dès son enfance, à observer, à comprendre, et à respecter les animaux.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Animal a été proclamée solennellement à Paris, le 15 octobre 1978, à la Maison de l'Unesco. Son texte révisé par la Ligue Internationale des Droits de l'Animal en 1989, a été rendu public en 1990.



la-dissidence.fr

« Perspectives » – 3^{eme} Trimestre 2011
Revue trimestrielle gratuite – Ne peut être vendue

Directeur de publication : Vincent Vauclin

*Éditée par la **D**issidence – Réseau unitaire de la Résistance Française*

*Mouvement Agir pour l'Avenir – Parti des Républicains – Socialisme et Souveraineté
Union Nationale Démocrate – Alternative Populaire – Libertitude – Equidemos*

www.la-dissidence.fr